

# tribune

PSU

## socialiste

COMITE DE GREVE  
CHARLEMAG  
LA LOI DEBRO



Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-LUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :  
Michel CAMOUIS - Robert CHAPUIS -  
Françoise CLAIRE - Jacques FERLUS -  
Thierry MORUS - Gabrielle RICHEL.

PHOTOS : LEBRUN (1, 7) - A.F.P. (8, 10, 14) - PUECH (7, 11) - D.R. (15, 6).  
DESSINS : P.L.B. (9).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15<sup>e</sup>) - 566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>  
Tirage : 27.000 exemplaires.

## CALENDRIER POLITIQUE

Mercredi 28 mars :

Journée nationale d'explication du Mouvement lycéen.

Samedi 31 mars-dimanche 1<sup>er</sup> avril :

Réunion de la Direction politique nationale du P.S.U.

Lundi 2 avril :

Départ du contingent. Journée nationale d'action du Mouvement lycéen.

Mercredi 4 avril, 14 h 30, Lyon-M.E.C., 6, quai Claude-Bernard :

Débat organisé par « Changer l'Ecole » : L'ECOLE AU SERVICE DE DE QUI ?

A partir de 14 h le 7 avril et de 9 h à 18 h le 8 avril, se tiendra la première rencontre nationale des signataires du Manifeste des 1.000. Elle se déroulera au Foyer des Jeunes Travailleurs de St-Etienne (42).

Pour tous renseignements pratiques, écrire d'urgence à J. Quenne, 59, av. du Général-Leclerc, 94-Kremlin-Bicêtre.

### Un aspect du monde totalitaire : L'ASILE

Sur ce thème le Groupe d'Information Asiles (G.I.A.) organise le vendredi 30 mars à 20 h 30, 2, place Jussieu, Paris (V<sup>e</sup>) une réunion publique. Des témoignages seront apportés par des intéressés infirmiers, psychologues, psychiatres. Des documents seront projetés sur la vie asilaire en France en 1973. Le G.I.A. exposera les luttes qu'il entend mener pour combattre le triple terrorisme du silence, de la loi et du savoir psychiatrique. La parole sera libre.

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F  6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

# 7 JOURS DANS T.S.



■ Qu'est-ce qu'ils veulent, les jeunes. Mais qu'est-ce qu'ils veulent donc ? Oh, les interrogations angoissées de nos politiciens, de nos têtes pensantes de la vie publique, de nos sociologues distingués !... Oh, leurs grandes surprises muettes, leurs ébahissements dérisoires, leurs impuissances comiques ! « Mais qu'est-ce qu'ils veulent, qu'est-ce qu'ils veulent donc ?... »

Edgar-le-Subtil réussit un très joli croc-en-jambe sur la personne de Chaban-le-Charmeur et s'envole, tranquille, vers le perchoir, avec la bénédiction de Giscard-le-Calculateur, l'œil fixé sur la ligne bleu blanc rouge de l'Elysée, c'est pas intéressant ça, dites ? Ça vous prend pas aux tripes, ça vous donne pas envie de défiler un peu dans les rues, non ? « Edgar, au perchoir ! », ça serait pas un beau slogan, bien carré, bien sonnant : au moins, tout le monde comprendrait. On parlerait le même langage, on serait sur la même longueur d'onde.

■ Féran, dans son papier (p. 10-11), parle de « la force et de la fragilité » du mouvement lycéen qui, en même temps, voue à l'échec toute tentative de récupération et de contrôle (oh, les contorsions du PCF !) et impose tout à la fois aux organisations politiquement responsables un effort de réflexion, de clarification et d'action qui ne sont pas toujours bien comprises par les intéressés eux-mêmes. Il est nécessaire de s'en expliquer et d'en débattre, et le rôle du PSU dans cette affaire a toujours été déterminé en liaison étroite et constante avec les comités de lutte que se sont donnés eux-mêmes les lycéens.

Le rôle d'un journal comme « TS » est de fournir des éléments d'analyse, de faire circuler l'information sur le mouvement lui-même, tout en l'aidant à préciser son propre contenu. Nous nous y sommes essayés, sans prétendre avoir parfaitement réussi : tel quel, ce journal se veut un outil. Aux lycéens de dire s'il leur a été utile. (Dossier p. 7 à 11.)

■ « Rouge », hebdomadaire de la Ligue communiste, est un confrère qui nous veut du bien. Il ne se passe pas une semaine sans qu'il parle de nous, longuement, sur plusieurs pages parfois. Une publicité parfaitement gracieuse, que nous n'avons aucunement sollicitée, mais dont nous savons gré à ses auteurs. Comme on n'est pas des impolis ni des ingrats, on a décidé, cette semaine, de leur renvoyer l'ascenseur (p. 4-5). Et puis, c'est l'occasion de mettre quelques petites choses au point, vu qu'on n'est pas toujours d'accord avec eux sur tout, comme vous savez peut-être. Ça leur donnera encore l'occasion d'alimenter leur prochain numéro. Pour savoir où va le PSU, lisez toutes les semaines « Rouge », journal plein d'humour et de bandes dessinées. (Pas de quoi, c'est tout naturel !)

Mais le plus simple est peut-être encore de lire « TS », et pendant que vous y êtes, remplissez donc tout de suite le bulletin d'abonnement, là, juste en dessous. Merci.

B.L. ■

## DÉCOUVERTE ET CULTURE

Vacances de Pâques

ALBANIE, 14 jours, 1.150 F

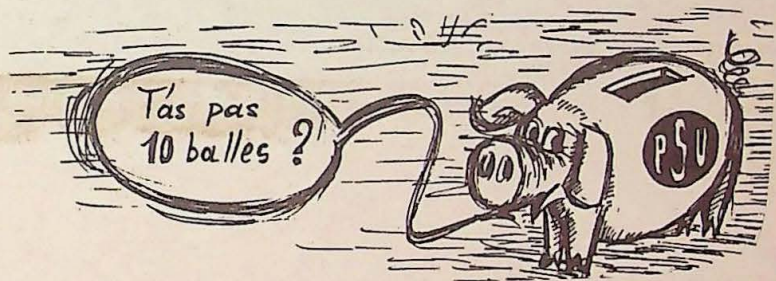
ALGERIE (Sud), 13 jours, 1.070 F

CHEVAL, 14 jours, 590 F

SKI, 1 semaine, 260 et 300 F

94, rue Notre-Dame-des-Champs  
Paris 6<sup>e</sup> - Tél. : 325-00-09

Permanence tous les jours  
de 16 h à 19 h 30



**ccp paris 14.020.44**

**PSU 9, rue Borromée, 75015 Paris**

- VOS ANCIETRES ETAIENT-ILS DES ROIS, DES GENERAUX, DES BANQUIERS ?
- **NON !** ILS ETAIENT OUVRIERS, PAYSANS, ARTISANS !

et chaque trimestre depuis deux ans et demi :

**LE PEUPLE FRANÇAIS**  
REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE  
fait revivre leurs luttes, leurs joies, leurs souffrances.

Au sommaire du n° 10 :

- Le Front Populaire face au fascisme
- La Résistance armée (1941)
- Les mutineries de 1917 en France
- Lutte de femmes au XVIII<sup>e</sup> siècle
- La révolte du Boulonnais (1662)
- Les Canuts de Lyon, etc.

En vente, 9, rue Borromée, librairie T.S. ou par correspondance :  
G. RAGACHE, 16, rue Marthe-Edouard, 92-MEUDON. Le n° : 3 F.  
Abonnement : 1 an 10 F (Soutien : 15 F) - Etranger : 15 F.  
CCP A. DELALE, 2091.25 PARIS

# déclaration

## du Bureau national du PSU

**L**E mouvement de lutte contre la loi Debré a pris une importance considérable à Paris comme en province. Les manifestations massives du 22 mars l'ont démontré avec éclat en infligeant un camouflet au pouvoir qui les avait interdites, en particulier à Paris.

Depuis, sur la base du droit pour tous les jeunes, lycéens, étudiants, paysans et travailleurs, à choisir leur date d'incorporation entre 18 et 25 ans, le mouvement s'est encore amplifié et élargi. L'entrée dans la lutte des jeunes des CET est un événement capital aussi bien pour la force du mouvement que pour sa liaison nécessaire avec les jeunes travailleurs.

### éviter tout isolement

Dès l'origine de cette lutte, le PSU a affirmé son soutien actif à toutes les actions lycéennes décidées par les organes de lutte autonomes que s'était donné le mouvement et qui ont été un facteur important de son organisation et de sa démocratie interne.

Ses militants, lycéens et étudiants, ont donc été, sont, et seront présents tout au long de cette mobilisation. Ils combattent constamment aux côtés de tous les lycéens, organisés ou non politiquement, qui lutteront pour l'abrogation de la loi Debré et pour l'extension du sursis à tous les jeunes.

Le PSU a pris également la responsabilité d'engager un travail important avec la CFDT et plusieurs organisations syndicales et mouvements de jeunesse qui étaient prêts à apporter leur soutien à la mobilisation lycéenne sur des bases claires. Il s'agissait en effet, et il s'agit toujours, d'éviter tout isolement du mouvement ly-

céen ou toute récupération qui tendrait, par exemple, comme le désirent les organisations liées au Parti communiste, à limiter sa revendication au simple rétablissement des sursis.

Les initiatives prises sous la forme de deux déclarations associant l'une 13 et l'autre 15 organisations constituent donc pour le PSU un fait positif. Elles contribuent en particulier à ce que les jeunes travailleurs et paysans soient associés à une lutte qui au départ leur paraissait étrangère.

Mais pour le PSU l'ampleur du mouvement actuel révèle une crise qui touche à la fonction même de l'école et de l'armée aujourd'hui, et qui dépasse donc le seul problème des sursis.

La fonction d'un système scolaire qui reproduit la division en classes sociales, par le contenu de sa formation, par la coupure totale entre le travail manuel et intellectuel, entre l'école et la vie sociale, ne peut que conduire à l'accélération du phénomène de refus global de l'école capitaliste. Ce refus n'est pas une négation de la formation. L'apparition de contre-cours animés par des professeurs, des étudiants et des lycéens, l'intérêt qu'ils suscitent prouve au contraire la volonté des lycéens de créer les conditions d'une formation réelle, contradictoire avec l'embrigadement idéologique ou la subordination aux intérêts du patronat, qui caractérisent aujourd'hui l'école.

### trois combats prioritaires

La même exigence apparaît sur le problème de l'armée. Celle-ci joue aujourd'hui un rôle de plus en plus clair : embrigadement de la jeunesse et lutte contre toutes les formes de contestation. La transfor-

mation de la Défense opérationnelle du Territoire en un véritable corps anti-subversif le prouve.

Pour le PSU, il ne s'agit donc pas de cautionner sous une forme quelconque l'installation d'une armée de métier qui serait en réalité une armée de guerre civile. C'est contre la fonction sociale d'une armée antipopulaire et pour la mise en place d'une véritable défense nationale populaire qu'il faut aujourd'hui lutter. Dans ce cadre, trois combats prioritaires doivent être engagés contre l'organisation féodale de l'armée et du service militaire :

- le droit à l'objection de conscience véritable, y compris pour des raisons politiques, doit être obtenu ;
- le service militaire doit être réduit à 6 mois et les soldats engagés devront recevoir une solde suffisante ;
- les libertés de réunion, d'association, le droit à l'expression syndicale et politique doivent être reconnus.

### soutien des travailleurs

La lutte actuelle des jeunes lycéens et travailleurs peut donc être d'une importance décisive si elle sait à la fois se fixer des objectifs précis pour remporter des victoires partielles contre le pouvoir et, au-delà, créer les conditions d'une remise en question du système scolaire et militaire.

La journée d'action et de manifestation du 2 avril décidée par les comités de lutte des lycéens et étudiants s'inscrit dans cette perspective. Le PSU la soutiendra donc activement et il appelle les travailleurs à manifester sous toutes les formes un soutien à une lutte qui les concerne directement.

Le 27 mars 1973



monolithisme, d'un tel centralisme où les remises en question paraissent n'avoir que peu de droit de cité, qu'on peut légitimement se prendre à s'interroger sur le modèle de société socialiste qu'il tendrait à proposer demain. Modèle qui, le plus souvent, s'avère éloigné d'une prise en charge et d'une libre détermination sur les lieux de travail, d'un contrôle de l'appareil de production par les intéressés eux-mêmes et non par quelques technocrates du syndicat ou du parti parlant en leur nom.

C'est en tout cas une représentation du P.C. qui a dû peser lourd dans le plateau déficitaire du 2<sup>e</sup> tour. Mais permettre aux travailleurs de dépasser un anticommunisme négatif et caricatural, c'eût été aussi appeler en commun depuis des mois, au coude-à-coude, militants socialistes, communistes et révolutionnaires dans les luttes contre le pouvoir patronal là où les ouvriers se battent contre les cadences infernales et le carcan des « petits chefs », où les travailleurs immigrés sont pressurés et bafoués, contre le pouvoir des Pleven et Marcellin, là où la liberté d'expression et les droits de la défense sont foulés aux pieds, contre le génocide du peuple vietnamien lorsque Hanoi croulait sous les bombes...

Oui, c'était une autre dynamique pour un autre socialisme et où les travailleurs auraient alors reconnu pour leur un programme commun ouvrant une étape réelle...

L.Q., Marseille ■

### vie nouvelle

[A la suite de l'article de Lucien Saintonge sur le mouvement « Vie Nouvelle » (T.S. n° 569), une militante de la 3<sup>e</sup> section de Paris, membre de ce mouvement, nous écrit :]

« Vie nouvelle n'est pas uniquement composée de catholiques. Etant donné son origine, les catholiques y sont en effet en majorité, mais on y trouve bon nombre de protestants et d'agnostiques et d'autres militants de n'importe quelle origine. Il n'y a aucun repli sur la « petite communauté fraternelle » pas plus que dans une section du PSU... et peut-être encore moins. »

G.L., Paris 3<sup>e</sup> ■

### travailleurs sociaux

• Création d'un comité de coordination des animateurs et travailleurs sociaux en forma-

tion : pour discuter du statut des stagiaires en formation professionnelle continue, de la formation, des luttes sur l'école... Réunion : jeudi 5 avril, 19 h, Fac-Jussieu, tour 43, couloir 43-44, salle 06, 3<sup>e</sup> étage. Contacts : TOM, 1, rue du 11-Novembre, 92-Montrouge. ■

### anti-communisme

[Les élections de mars continuent de nous valoir un abondant courrier. Nous avons reçu d'un militant de Marseille une longue lettre dont nous extrayons le passage suivant :]

« Oui, l'anticommunisme, même le plus simpliste, surtout le plus simpliste, paye toujours bien en France. Mais n'est-ce peut-être pas sans raison. Permettre aux travailleurs de dépasser cet anticommunisme, c'est sans doute la responsabilité du P.C. lui-même, dont l'appareil, au-delà de la valeur et de la combativité des militants, présente toujours le visage d'un tel

### Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
9, RUE BORROMEE, PARIS-15<sup>e</sup>

## qu'est-ce qui fait courir la Ligue ?

Enfin les yeux s'ouvrent ! La même semaine deux articles, l'un dans « Rouge » sous la signature de Jacques dit Hubert, l'autre d'Henri Weber, directeur du même « Rouge » dans « Politique-Hebdo », nous révèlent le sens caché des dernières élections : « la progression des organisations révolutionnaires et le recul sensible du PSU » qui ne peut plus compter que sur une faible fraction de l'électorat traditionnel de la « gauche non communiste ». Et « Rouge » d'entamer la danse du scalp autour du cadavre de Michel Rocard avec une joie mal dissimulée. Un de moins ; encore un effort, camarades, et il n'y aura bientôt plus un seul élu d'extrême-gauche. Alors les candidats de la Ligue, parce qu'ils sont certains de ne pas être élus, apparaîtront enfin comme les seuls vrais révolutionnaires.

Certes, il convient d'abord de rappeler les stratégies électoraux de la Ligue à une certaine pudeur : le tableau ci-joint peut y suffire. Si dans ces quatre circonscriptions, (y compris celle du Joint Français), l'électorat d'extrême-gauche se limite aux scores de la Ligue, nous sommes encore loin de la crise révolutionnaire !

Mais une telle arithmétique n'a guère de sens. Son ardeur électorale peut un jour faire tomber la Ligue dans le « crétinisme parlementaire » qu'elle dénonce si bien : ce n'est pas encore le cas et nous faisons confiance aux militants pour rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard.

Les analyses de la Ligue posent des questions autrement plus importantes, car elles révèlent un certain nombre d'errements ou de difficultés du mouvement révolutionnaire. C'est en ce sens que nous nous y intéressons non pour convaincre les dirigeants de la Ligue (dépositaires de la vérité communiste, ils ne peuvent se tromper...), mais pour développer la force révolutionnaire dans laquelle s'inscrit le P. S. U., non par la décision d'une Enième Internationale, mais par l'action de ses militants dans les luttes de masse.

### un électorat révolutionnaire

Pour la Ligue, il semble que les candidats révolutionnaires vont susciter des électeurs révolutionnaires. Mais, que dans la conjoncture actuelle, plus un parti est révolutionnaire, moins il est susceptible d'avoir des électeurs. On en vient vite alors à penser que moins on a d'électeurs, plus on est révolutionnaire. Tout élu, quand la révolution n'est pas faite, est par nature un traître en puissance ; il est plus sûr de n'en point avoir.

L'attitude de la Ligue relève du gauchisme dont parlait Lénine. Comme elle avait néanmoins décidé de rompre avec le gauchisme, elle présente des candidats. Avec un compromis : ce sont des candidats gauchistes... Il ne restait plus qu'à proclamer les résultats : l'extrême gauche a fait une percée électorale puisque le P. S. U. a perdu des voix, là où se présentaient des candidats, Ligue ou L.O. ! Avec l'ardeur des néophytes, la Ligue reprend les vieilles antennes, celle du P.C. de 1930 avec ses contradictions et son incapacité à jouer sur le mouvement social réel, se contentant d'être à la surface des crises pour y récupérer des militants et les former à l'esprit du parti. Un

pas en avant, camarades, et quand voteront les petits-fils des militants du P.C.F., la Ligue améliorera ses résultats et la révolution triomphera.

Pour notre part, nous pensons qu'on ne peut juger un électorat selon les critères d'une analyse de classe. Il est le produit d'un système institutionnel déterminé par la classe dominante. C'est bien pourquoi il ne peut y avoir de révolution par les urnes. Un électorat d'extrême-gauche est nécessairement composite : on y retrouve pour une part des éléments engagés dans les luttes (mais beaucoup d'entre eux sont conduits au vote utile qui renforce les formations traditionnelles). Mais aussi, tous ceux qui entendent rompre avec la bourgeoisie, quand sa domination paraît mise en question. En 1945, si le P.C.F. s'est acquis un électorat considérable, ce n'est pas sur une base communiste, mais nationaliste, grâce au triomphe de la Résistance et au sacrifice des militants communistes entre 1941 et 1944. En mars 1973, l'erreur du P.C. et du P.S. n'a pas été de chercher à gagner des voix, mais de le faire sur la base d'un programme assez traditionnel qui freinait l'offensive des travailleurs au lieu de s'appuyer sur elle. Sous prétexte de rassurer P.C. et P.S. n'ont fait que gérer leur électorat de 67. La montée du P.S.U. en 68 n'était pas due à quelque mutation sociale, mais au fait que dans le naufrage politique de la gauche en mai 68, le P.S.U. a été le seul à tenir ferme. En mars 73, le P.S.U. partage le sort de toute la gauche : il retrouve, avec une répartition différente, son niveau électorale de 67.

La Ligue parle haut et fort des candidats Ligue et L.O. Or, s'il y eut accord entre les deux organisations pour le partage des circonscriptions, il n'y a pas eu campagne commune. Bien plus les différences ont été sensibles. Tandis que la Ligue parlait de « candidats révolutionnaires », L.O. avançait la notion de « vote utile » en faveur de ses candidats, afin de contraindre l'union de la gauche à respecter ses promesses. Cette campagne — dont on ne peut certainement pas dire qu'elle fut à notre gauche ! — et la nature ouvrière de l'organisation ont d'ailleurs permis des scores non négligeables pour L.O. à certains endroits.

La Ligue, elle, a préféré « parasiter » notre campagne, questionner nos candidats et exposer ses conceptions devant le public que nous réunissions. Ce type d'intrusion, faut-il le dire, n'a guère été acceptée par les travailleurs !

Ainsi, après avoir adopté, en décembre 72 la tactique électorale que nous préconisons depuis juin et envisagions dès janvier, la Ligue s'est efforcée de nous déborder : elle n'y est pas parvenue. L'opération d'unification trotskyste s'est finalement retournée contre elle, et la Ligue doit parler du succès global de l'extrême-gauche trotskyste, pour pouvoir en profiter au moins a posteriori.

### une organisation révolutionnaire

Au premier abord, l'attitude de la Ligue étonne : ne vaudrait-il pas mieux, de son point de vue, attirer le P.S.U. dans le camp révolutionnaire plutôt que l'en chasser et le classer dans l'univers confus de la gauche non communiste ? On touche ici au problème du trotskysme : excellente école de formation, support à un engagement militant remarquable, le trotskysme court à sa perte — et peut-être pas seulement à la sienne — chaque fois qu'il se mue en organisation politique.

La Ligue veut prouver que le P.S.U. est une tendance de la social-démocratie. Elle aura ainsi les mains libres pour constituer le seul, le vrai parti révolutionnaire. Elle pourra alors disputer au P.C.F. « la direction de la classe ouvrière », comme la 4<sup>e</sup> internationale s'efforce de le faire à l'égard de la 3<sup>e</sup>. Cette simplification est fort rassurante pour les jeunes militants de la Ligue, certains de triompher le jour où la réalité se conformera à leur volonté et à leur langage. Le malheur veut que cette attitude soit finalement plus idéaliste que marxiste : on ne fait pas impunément fonctionner la dialectique à l'envers ! Toutes les occasions sont bonnes pour dénoncer le P.S.U., et « Rouge » reprend à l'égard de Michel Rocard le langage de l'« Humanité » il y a deux ou trois ans : technocrate moderniste, réformiste impénitent, coupé des masses ouvrières, etc... S'il était appuyé par les masses, ce serait pire : c'est qu'il aurait réussi à les tromper ! Dans les entreprises et les quartiers, les militants du P.C.F. ont été confrontés à ceux du P.S.U. (dont Michel Rocard est devenue secrétaire nationale sur une base politique et non par le hasard) c'est pourquoi le langage du PCF. a dû changer.

La position de la ligue est autrement plus grave, car elle rejoint celle du Parti Socialiste. Depuis huit ans, ce dernier s'efforce de montrer que le P.S.U. n'est que l'une de ses propres tendances. Ce parti attrape-tout de la gauche (1) veut rassembler autour de lui tout ce qui n'est pas communiste et le faire traiter par sa machine électorale qui saura tirer les bons et les mauvais élus socialistes. Il est significatif que, dans le passé, les mêmes hommes qui soutiennent le P.S., soutiennent aussi la Ligue. La division des tâches entre des organisations trotskystes et la social-démocratie ne date pas d'aujourd'hui. On le voit bien dans le fonctionnement de certains appareils (F.E.N., F.O.), avec l'O.C.I.-A.I.S.-F.U.O.

La Ligue espère profiter de la disparition du P.S.U. ou de son intégration dans la social-démocratie. Cela en dit long sur ses conceptions de l'action politique. Croit-on vraiment que le mouvement révolutionnaire ait à gagner dans cette affaire ? S'il existe plusieurs organisations, plusieurs pôles révolutionnaires (et ils ne sont pas tous aujourd'hui sur le champ politique officiel, loin de là), ce n'est pas le résultat d'incompréhension ou de rivalités d'appareils, c'est qu'il existe des contradictions objectives dans la lutte des classes à l'intérieur de notre société. L'organisation révolutionnaire ne naîtra pas de la volonté prophétique de les résoudre, mais de la capacité à entamer leur solution effective sur le terrain, dans la lutte contre le pouvoir bourgeois comme dans l'édification du pouvoir des travailleurs. Se décréter le « parti révolutionnaire », c'est masquer cette réalité, confondre le discours des militants (facilement unificateur) avec les luttes de masse (souvent contradictoires), ce n'est pas faciliter le développement du mouvement révolutionnaire.

### un projet révolutionnaire

Durant la campagne, « Lutte Ouvrière » s'est surtout appuyée sur le programme de transition de Trotsky. La Ligue avait édité, il y a près d'un an, son propre programme. On ne peut dire qu'il ait été au centre de sa campagne. C'est que, depuis, le débat sur l'autogestion a pris une dimension nouvelle. Saisi naguère au bond par le P.S., le mot a servi de référence à la C.F.D.T. et au P.S.U. notamment pour expliquer leur refus de signer le programme commun P.C.-P.S. dont l'orientation était d'une toute autre nature (renforcement de l'Etat et « démocratisation » dans le cadre des institutions établies). La Ligue s'est mise à faire un curieux mélange entre la perspective autogestionnaire et la tradition léniniste, telle qu'elle a été développée, du moins par les partis communistes occidentaux. La question du contrôle ouvrier est certes posée dans des

#### Quatre résultats du premier tour (4 mars 73)

1. Essonne 3 <sup>e</sup> (élu au 2 <sup>e</sup> tour : Juquin, PCF)			
PSU :	Cruse	4.311 voix -	3,6 %
LC :	Krivine	2.258 voix -	1,9 %
		6.569 voix	5,4 %
		PSU en 68 :	5.888
2. Hauts-de-Seine 7 <sup>e</sup> (élu au 2 <sup>e</sup> tour : Barbet, PCF)			
PSU :	Tourmetz	1.674 voix -	3,55 %
LC :	Weber	660 voix -	1,35 %
		2.334 voix	4,90 %
		PSU en 68 :	2.168
3. Côtes-du-Nord 1 <sup>re</sup> : Saint-Brieuc (élu au 2 <sup>e</sup> tour : Le Foll, PSU)			
PSU :	Le Foll	19.016 voix -	26,4 %
LC :	Renard	462 voix -	0,7 %
		19.478 voix	27,1 %
		PSU en 68 :	20.236
4. Paris 14 <sup>e</sup> (élu au 2 <sup>e</sup> tour : Germain, UDR)			
PSU :	Bourdet	2.760 voix -	7,3 %
LC :	Mme Biquard	697 voix -	1,9 %
		3.457 voix	9,2 %
		PSU en 68 :	4.021

termes proches des nôtres, mais avec de fortes divergences sur le rôle des syndicats et le sens d'une action politique dans l'entreprise. Au-delà, le double langage de la Ligue aboutit à de véritables mystifications : l'autogestion devient « la plus large démocratie à la base », on accepte tout du moment que le rôle directeur du parti est préservé. Déjà compliqué par les risques technocratiques, le projet de l'autogestion socialiste se compromet gravement entre les mains de l'avant-garde politique qui prétend parler au nom de tous les travailleurs.

De telles confusions renforcent la position de ceux qui entendent enfermer l'autogestion dans l'entreprise ou édifier d'abord un « capitalisme d'Etat » : leur langage paraît plus clair, le risque moins grand. Or, nous le savons, dans un pays comme le nôtre, le socialisme sera autogestionnaire ou il ne sera pas. Il n'y a donc rien de plus urgent pour ceux qui ne veulent pas se contenter de lutter contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, mais aboutir à leur renversement effectif, que de donner au projet d'autogestion socialiste sa force et sa cohérence. Ce projet requiert des forces d'organisation qui posent le problème du parti dans des termes nouveaux. Ces questions ne se posent pas dans l'abstrait, mais dans les luttes concrètes qui concernent l'entreprise, la terre, l'école, le quartier, etc. Il faut édifier un programme d'action cohérent avec le projet politique fondamental de l'autogestion.

C'est sur cette base que le P.S.U. définira ses axes d'intervention dans la période à venir. Ce faisant, nous ne croyons pas gêner les intérêts de la gauche non-communiste, mais travailler à l'unité populaire avec toutes ses conséquences politiques, sans laquelle il n'y aura ni révolution ni socialisme.

Robert CHAPUIS ■

(1) Cf. l'article de Gérard Féran dans « T.S. », 21 mars 1973.

# pas de faux-départs !

**Les syndicats seraient-ils des champions du suspense ? Depuis les élections chacun s'accorde pour dire que s'il se passe quelque chose ce sera sur le front des entreprises. Les observateurs ne lâchent plus d'une semelle les dirigeants de la CGT et de la CFDT. Ils improvisent allégrement sur la moindre de leurs déclarations. C'est osé, car on est plutôt discret du côté des centrales ouvrières. Alors, va-t-il vraiment se passer quelque chose ?**

**C**EUX qui pronostiquaient le grand soir pour le matin du 12 mars doivent être déçus... On avait tant promis aux travailleurs que ce coup-ci on allait gagner... Un peu de déception... On se retrouve donc avant les élections. Les grèves ne sont ni plus, ni moins nombreuses et elles posent toujours les mêmes problèmes. Les luttes des travailleurs immigrés se développent et inquiètent. Chez SAMBRON (machines agricoles) en Loire-Atlantique les travailleurs séquestrent leur direction pour poser leurs revendications de salaires et de conditions de travail. Douze O.S. de Renault-Billancourt refusent l'augmentation des cadences. Tout cela montre que les élections n'ont rien réglé, mais ce n'est pas suffisant pour faire un printemps.

Le patronat est bien d'accord. Il s'attend même à ce que le nombre des conflits augmente dans les prochaines

semaines. Mais dans l'état actuel ça n'est pas inquiétant. Le C.N.P.F. ne croit pas à une crise sociale importante pour le moment. Il dispose de bons arguments pour l'éviter. La plupart des entreprises sont en effet en mesure de lâcher sur les salaires (10 à 12 % par an ne fait pas peur). On fera des efforts sur la mensualisation et les retraites. Le tout est de ne pas aller trop vite. La négociation est finalement un bon truc pour les patrons. Ils ont d'ailleurs déjà pris des rendez-vous avec les syndicats pour causer des retraites, du chômage et des conditions de travail.

Des points noirs malgré tout pour le patronat. Les syndicats contrôlent mal les immigrés et on ne sait trop comment sortir des conflits actuels. Ce serait une catastrophe s'ils se développaient. Et puis, il y a cette crise monétaire qui ne se règle pas. Son aggravation pourrait provoquer la colère ouvrière, dit-on au CNPF. Edmond Maire pour sa part estime que ça pourrait aussi bien engendrer une dé-mobilisation des travailleurs.

Il faut remarquer que dans ce petit jeu, le patronat se moque totalement de l'attitude du gouvernement. Celui-ci pourra faire toutes les promesses sociales possibles, il ne fait pas partie du jeu.

## du nouveau à la CGT

Les syndicats n'ignorent pas la position patronale. Ils ne peuvent pas refuser la négociation. Mais elle n'est plus une revendication en soi. Dans le discours de Georges Séguéy devant le Comité national de la C.G.T. elle n'a pas la priorité d'autrefois. Intéressant ce discours. En rejetant catégoriquement le programme de Provins, G. Séguéy reconnaît, à son tour, que c'est le patronat et non le gouvernement qui détient les clefs. Mais du même coup, il range le programme commun de la gauche au rayon des souvenirs, tout en affirmant qu'il va servir de base à la C.G.T. Peut-être pour quelques semaines encore, car c'est en effet le seul moyen (ou gadget) permettant dans la phase actuelle d'utiliser le thème de l'unité de la gauche. Ce n'est pas forcément mauvais.

Mais après l'échec électoral de ce programme commun (les travailleurs en sont convaincus), il s'agit, déclare G. Séguéy « de redonner toute sa vigueur à l'action revendicative ». Et la C.G.T. lance ses militants pour que de nouvelles revendications, de nouvelles formes d'action s'expriment dans les entreprises.

On peut se demander, si nous n'allons pas vers une attitude et une pratique nouvelles de la C.G.T. Les douze O.S. du département moteur de Re-

nault-Billancourt ont décidé hors de la C.G.T. de s'opposer à l'augmentation des cadences. « L'Humanité » du 23 mars explique que ce n'est pas une attitude gauchiste, qu'il faut soutenir ce genre d'action, que c'est ainsi que se réalise « l'unité des travailleurs ». Une formule fort reprochée, dans le temps, à ces « gauchistes » du P.S.U.

## une CFDT sûre d'elle

Cette possible évolution de la C.G.T. n'est pas sans rapport avec la pratique de la C.F.D.T. depuis 68 et plus particulièrement depuis son choix de l'autogestion. Aujourd'hui dans nombre d'entreprises le rapport de force entre la C.G.T. et la C.F.D.T. est à peu près égal. La C.G.T. s'appuie sur son organisation et le nombre de ses adhérents. Mais la C.F.D.T. développe son influence, y compris chez les adhérents C.G.T., par la crédibilité de ses analyses, la justesse de ses interventions. La petite phrase d'Edmond Maire lors de sa conférence de presse du 19 mars, n'est pas passée inaperçue à la C.G.T. : « La C.F.D.T. se sent sûre d'elle-même et elle commence à pouvoir conduire seule certains conflits. »

Même pendant la campagne électorale, les militants C.F.D.T. ne sont pas restés inactifs. De sérieux débats ont eu lieu dans les entreprises et les vaches ont même utilisé le programme commun pour pousser à la mobilisation ouvrière. Il va sûrement se passer des choses à la S.N.C.F. dans peu de temps, les militants C.F.D.T. y travaillent dans toutes les catégories du personnel.

Un autre élément fait réfléchir la C.G.T. sur la nécessité d'avoir aussi un projet crédible en plus d'une grande force militante : il s'agit de l'échec de la journée d'action de la métallurgie.

Mais tout ça ne dit pas s'il va se passer quelque chose. Les Confédérations ont choisi la discrétion. On ne peut rien attendre de la C.F.D.T. avant son Conseil national du 29 mars. Après quoi C.G.T. et C.F.D.T. se retrouveront le 4 avril. Il y aura peut-être du nouveau.

Pour l'heure chacun est attentif à sa base, sait que tout peut éclater et qu'il faut veiller à ce que ce ne soit pas n'importe comment. Car les syndicats ne peuvent pas se permettre de manquer le départ.

C'est donc pratiquement début avril que sortiront en même temps les propositions gouvernementales et les projets syndicaux. Qui fera « tilt » ? Qui fera « boum » ? Le round d'observation se poursuivra jusque-là.

Peyrefitte a bien senti le danger que représente le mouvement syndical après le clivage de classe très net exprimé dans les élections. D'où sa proposition de reconnaître les syndicats jaunes pour agiter l'épouvantail communiste aux portes des entreprises après l'avoir fait au-dessus des urnes. Il ne s'agit pas pour les syndicats de rassurer mais au contraire de développer un combat de classe plus dur. C'est également l'affaire des militants socialistes révolutionnaires.

Jacques FERLUS ■

## Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U. - bimestrielle 80 p. 6 F

N° 12

### I - Autogestion et crise de l'Etat

- Toulouse : débat sur la nature et le rôle de l'Etat de transition.
- Robert Chapuis : autogestion et pouvoir d'Etat.
- Victor Fay : de l'unicité du pouvoir des conseils.
- François Dalbert : équilibre ou transition.
- Philippe Brachet : sur l'Etat de transition au socialisme.
- Roland David : réflexion sur l'autogestion.

### II - Où en est le Chili

- Daniel Lenègre : de la prise de pouvoir à la révolution.
- Alain Joxe : après l'octobre chilien.
- Jean-Pierre Oppenheim : l'Unité populaire au Chili.

**Rappel des numéros disponibles :** La hiérarchie des salaires (n° 2). L'utilisation capitaliste des machines (n° 3). Le cadre de vie, le P.C.F. (n° 4). Il manifesto, les femmes (n° 5). Le P.C.F. et les nationalisations. Lénine et l'Europe (n° 6). Le programme révolutionnaire, le P.C.F. et les qualifications (n° 7). Evian, les paysans-travailleurs, la Chine (n° 8). L'autogestion, le prolétariat (n° 9-10). Spécial-Bretagne (n° 11).

LES 9 NUMEROS : 35 F.

**ABONNEMENT : 6 numéros : 30 F.**

Ed. SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

C.C.P. : Paris 19 706 28

## été chaud en Ardèche ?

L'Ardèche, vous connaissez ? C'est chouette pour les vacances. En 1970 les sociétés mutualistes ont créé un centre de vacances à Imbours. Un machin qui a coûté quelque deux milliards de francs avec ses deux villages de gîtes de vacances bien fichus et un terrain de camping-caravaning. Il y a aussi des équipements de loisirs : piscine, jeux, parc, restaurant, bibliothèque, ateliers de techniques manuelles.

**B**REF une bonne idée qui permet à des ouvriers, des employés, des petits fonctionnaires de passer des vacances agréables pour pas trop cher. Au printemps et en automne, Imbours accueille les personnes âgées. De 9.000 journées en 1970 on passe à 60.000 en 1973.

Pour diriger et animer ce centre, les mutuelles s'adressent au C.E.M.E.A. qui désigne Louis Micollet-Bayard. Ce n'est pas un débutant : trente ans d'expérience dans le secteur. Sa politique est simple : l'animation et la gestion ne peuvent être séparées.

Et Imbours prend un style qui n'a rien à voir avec celui du Club Méditerranée. La vie s'organise avec les résidents. Il y a des assemblées où chacun s'impose de participer, on délègue un voisin ou un membre de la famille. On remet en question le programme établi par les animateurs. On publie un journal bihebdomadaire ouvert à tous ceux qui ont quelque chose à dire.

Il y a même un vrai marché dans le centre organisé avec les paysans de la région. Entre eux et les travailleurs en vacances se créent des contacts, se nouent des amitiés. Imbours s'est enraciné dans la vie locale.

Le directeur installe son bureau au milieu de la bibliothèque. Un bon moyen pour discuter de la gestion avec tout le monde. Ici, si vous demandez des comptes, des informations, ça ne choque pas. On vous les donne.

Tout ça c'est un peu comme qui

dirait de l'autogestion. Ça paye. Des travailleurs qui arrivent ici crevés et abrutis découvrent en quelques jours ce que c'est que l'exercice de la responsabilité. Des employés s'acharnent sur de la poterie, de la ferronnerie, du tissage pour trouver enfin la joie de créer.

### petite annonce

Le drame est que tout ça aide à réfléchir. Danger ! Le 22 septembre dernier Louis Micollet-Bayard est convoqué auprès de sa direction à Paris. Il peut choisir : la démission ou le licenciement. Il ne choisit pas, on le licencie. On n'est pas fou du côté de la direction, on ne lui reproche pas son animation, mais sa gestion... Mais quand même... En lui disant qu'il aurait dû créer un bar, développer le bar, c'est bien le signe d'une tout autre conception du loisir : il faut développer la consommation, donc le côté fric... Louis Micollet-Bayard est chassé, toute son équipe part avec lui.

Les mutuelles cherchent un nouveau directeur. On en croit la petite annonce publiée dans « Le Monde », celui-ci devra avoir « une expérience de la gestion d'une entreprise privée, de l'autorité, de la présence et de la personnalité. » On se contentera d'une « couverture sur les problèmes sociaux et d'un sens de l'organisation et de l'animation. » N'importe quel cadre supérieur de n'importe quelle entreprise peut donc faire l'affaire.

L'ennui c'est qu'il risque de ne pas être à la fête, car l'été prochain risque d'être chaud en Ardèche, et pas seulement à cause du soleil. Depuis plusieurs mois les animateurs de l'équipe de Louis Micollet-Bayard, des habitants de la région d'Imbours envoient des circulaires à tous ceux qui ont fréquenté le centre. Ça se mobilise dur...

Et on se prend à rêver qu'on pourrait voir à l'entrée d'Imbours un panneau du genre : « Centre de vacances en autogestion occupé par les vacanciers en grève. » Un comble quoi... Et pourtant...

Jacques Ferlus ■

## « Centre-Auvergne » : 7<sup>e</sup> semaine

Les travailleurs de « Centre-Auvergne » entament leur 7<sup>e</sup> semaine de grève et toujours pas de négociations depuis le 7 Mars. Le comité de défense des libertés (F.E.N., C.F.D.T., C.G.T., S.N.I., P.C., P.S.U., Ligue des droits de l'homme) n'a pu proposer pour soutenir les grévistes qu'une délégation à la préfecture pour la réouverture des négociations.

Et pourtant l'information et le soutien aux grévistes doivent se développer parallèlement à une action ferme auprès des pouvoirs publics. Le P.S.U. quant à lui diffuse des tracts en porte à porte dans les logements gérés par « Centre-Auvergne » pour informer de la grève et pour essayer de créer des comités de quartier ou de locataires.

Lundi 19 mars à l'appel de la C.F.D.T., du P.S.U. et de la section

## Castres : une tuile pour le toit

Le « Toit Familial », à Castres. Une entreprise-pilote du bâtiment. Près de 500 salariés (manuels et employés) et une centaine de sous-traitants. Dix jours de grève pour empêcher le patron de réduire l'horaire hebdomadaire de travail — et le salaire. Un succès.

**Q**UAND le bâtiment va... A Castres, depuis 20 ans, c'est un secteur en pleine expansion, qui emploie près de 13 % de la population active (juste après le textile : 18 %). La productivité a fait des progrès spectaculaires : il fallait 3.600 heures pour construire un F4 en 1953. Il faut aujourd'hui 1.200 heures, soit trois fois moins : le pouvoir d'achat des travailleurs n'a pas triplé pour autant !



P.S. Michelin (et non pas la fédération P.S.) une manifestation de soutien réunissait plusieurs centaines de manifestants. Sit-in devant les locaux de centre auvergne et prise de parole. La police intervient alors pour faire « circuler » les manifestants.

Le P.S.U. s'élève contre l'intervention des forces de police et ne se fait pas d'illusions sur le rôle de médiateur que peut jouer le Préfet alors qu'il envoie la police pour s'opposer aux mouvements de soutien. Au cours de ce conflit il est à noter l'absence totale de prise de position politique et publique de soutien de la part de la municipalité clermontoise pourtant socialiste. On ne peut s'empêcher de se poser des questions quand on sait de plus que l'architecte qui travaille pour Belin est au P.S.

(Correspondance) ■

Au « Toit Familial », la direction juge les bénéfices insuffisants : elle s'appuie sur les « réalités économiques » pour modifier les accords de mensualisation arrachés par la grève en 72. Assemblée générale du personnel, élections de délégués, refus de discussion de la direction... Le 7 mars, sans attendre le succès du programme commun, les travailleurs se mettent en grève.

Défilé en ville (300 manifestants). Menaces de licenciements de la direction. La grève se poursuit activement avec information de la population et développement du soutien assurés par l'intersyndicale (C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.F.T.C.).

Le responsable C.F.T.C. du bâtiment sera d'ailleurs désavoué par sa section départementale (« il faut reprendre le travail pour le bien de tout le monde ! »). Il faut dire que l'un des responsables du Toit Familial est un ancien responsable C.F.T.C. !

Les travailleurs tiennent bon, pendant dix jours, et obtiennent le maintien de la base de salaire mensuel de 206 heures sans réduction de salaire et des garanties sur l'emploi.

Correspondance ■

## du côté des entonnoirs

Monsieur,

Nous les soussignés professeurs de lycée voulons montrer au peuple français par le moyen de votre journal notre horreur et inquiétude en face des explosions atomiques qui auront lieu en avril au milieu de l'Océan Pacifique. Nous voulons protester contre cet empoisonnement de l'atmosphère et de l'océan, qui aura des conséquences dangereuses pour l'humanité entière.

Veuillez agréer Monsieur nos salutations distinguées.

Cette lettre vient du Devon (Angleterre) : elle a été signée par huit enseignants : elle n'est que l'une de celles qui nous arrivent chaque semaine d'outre-Manche pour protester contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Une autre aussi, au nom d'un groupe pacifiste gallois qui veut organiser un boycott des produits français. Une autre encore d'un étudiant néo-zélandais... L'opinion française sera-t-elle la dernière à s'inquiéter des effets des crimes nucléaires que l'on commet en son nom ?

Alors, on lui offre à Debré, son entonnoir radioactif ? ■

■ R.T.S., c'est la Radio-Télévision Scolaire : cet organisme lié à l'O.R.T.F. et à l'O.F.R.A.T.E.M.E. (Office Français des Techniques Modernes d'Education) avait réalisé une série de 13 émissions sur les travailleurs sociaux. « Vous découvrez les problèmes sociaux vus par les gens qui les vivent et par ceux qui travaillent à les résoudre », disait R.T.S. dans sa présentation de programme. Mouais ; mais l'émission de cette série tournée à Bordeaux, à l'OREAG (Orientation et Rééducation des Adolescents de la Gironde), a été falsifiée par l'amputation d'une séquence et l'adjonction d'un commentaire du ministère de la Justice. Et si le réalisateur a pu empêcher une rediffusion de son film falsifié, obtenant que le commentaire suive le film qui avait retrouvé sa forme originale, il a reçu un avertissement pour avoir protesté. Comment s'appelaient les deux rigolos qui affirmaient dernièrement qu'il n'y avait pas de censure en France et notamment à l'O.R.T.F. ?

Correspondance ■

## vie du parti

[Plusieurs fédérations nous communiquent régulièrement leurs bulletins fédéraux. De façon à améliorer la circulation de l'information à l'intérieur du parti, nous reprenons ici une rubrique dont il tiendra d'abord à vous qu'elle soit régulière.]

*Dans le bulletin fédéral de Haute-Normandie, Christophe Wargny, secrétaire régional, commente les résultats électoraux :*

Avec des variantes suivant les circonscriptions, le P.S.U. a perdu en Haute-Normandie la moitié de ses électeurs. L'existence du programme commun, le vote utile — plus que jamais préjudiciable à l'extrême-gauche, la remontée d'un parti socialiste toujours aussi absent des luttes sociales, mais porté par toute la presse : voilà quelques explications. La présence de candidats trotskistes, systématiquement présents dans les circonscriptions où nous nous présentons, a pesé également. Sans doute pas plus que les erreurs

ou les confusions du P.S.U. en 1970...

Un électorat réduit. Combien de sympathisants ont expliqué dans la campagne : vive le P.S.U., mais je vote P.S. pour donner à la gauche une chance supplémentaire. Ces camarades, face à l'absence d'autre stratégie qu'électorale de la gauche, rejoindront le camp de l'extrême-gauche dès lors que les batailles sociales reprendront le pas.

Cette campagne électorale a eu pour le P.S.U. des aspects positifs, davantage, peut-être, que lors de certains scores électoraux plus encourageants. Nous présentions seuls un projet politique. Ceux qui nous ont écouté ne sont pas venus discuter de promesses électorales, mais du socialisme et de l'autogestion. Débat souvent riche, fécond, qu'il faut maintenant poursuivre. La vente du « Manifeste » est un succès très encourageant à cet égard.

Pour faire campagne, certains de nos camarades ont drainé un important courant de sympathisants, très actifs pendant cette période. Plus de 1.500 adhésions sont passées par Paris ; plusieurs de nos sections vont s'accroître. Rien à regretter donc. Nous ne pouvions pas de toute manière ne pas être

présents dans la bataille électorale.

Cette influence gagnée auprès des couches les plus militantes dans les secteurs dynamiques ne peut demeurer sans prolongement. Il faut réunir rapidement tous les camarades concernés par nos propositions. Les réunir pour approfondir le débat. Les réunir surtout pour préparer le déclenchement et le soutien des luttes. L'échec électoral de la gauche peut avoir une conséquence essentielle : la radicalisation des luttes. Cela dépend de nous. La mobilisation de nombreux camarades en faveur des grévistes de Zimmerfer montre que l'enjeu est perçu.

*Dans le bulletin de la fédération de l'Hérault, deux échos consacrés au Larzac :*

● BON VOYAGE, MONSIEUR DELMAS :

Le Midi Libre du 12-2-73 publie un communiqué de la C.F.T. où celle-ci se désole car M. Louis-Alexis Delmas, député U.D.R. de Millau est mort. « La C.F.T. a perdu un de ses plus ardents défenseurs ». M. Delmas déployait en effet tous ses efforts pour faire

déclarer syndicat représentatif ce groupuscule fasciste à la solde des patrons.

L'activité syndicale de la C.F.T., consistant à matraquer et pourchasser les vrais syndicalistes dans les entreprises, nul ne s'étonnera que le P.S.U. n'ait pas versé une larme pour le décès d'Alexis Delmas.

Or, ce même Delmas avait un autre titre de noblesse : Président du Comité pour l'extension du camp du Larzac. Ça faisait trop de mauvaises causes pour un cœur humain : ce dernier a lâché.

● LARZAC : ARGUMENTS FRAPPANTS

Faute d'arguments, les partisans du camp du Larzac emploient des méthodes que Hitler n'aurait pas désavouées. Ainsi le pasteur a été la victime de plusieurs visites nocturnes et anonymes : jets de pierres contre ses volets, pneus de voiture crevés, affiches avec inscriptions ordurières, etc., d'autre part, des jeunes militants contre l'extension du camp du Larzac ont été agressés soit à la sortie du lycée, soit à celle d'un bal ou d'un café. Les S.A.C. vous démontrent ce qu'est le civisme et la liberté vus par l'U.D.R.

*Par ailleurs, nous avons reçu du secrétaire fédéral de l'Aveyron une précision qui sera aussi une réponse au sieur Debré qui se gargarise parce que « le Larzac aurait voté UDR »...*

« Il faut toutefois noter que les quatorze communes directement concernées par l'extension du camp, sur 16.608 suffrages exprimés au second tour, le P.S. obtient 8.121 voix, le réformateur 2.560 et l'U.D.R. 5.927. Le député-maire de Millau, conseiller général, est battu dans son canton et sa commune où le P.S. obtient la majorité absolue. Une seule commune des quatorze a voté majoritairement U.D.R. : celle de La Cavalerie, où est implanté le camp actuel ; mais il faut savoir que sur 469 suffrages exprimés, commerçants (qui vivent dans l'espoir fallacieux d'un renouveau du commerce avec l'extension) et militaires professionnels font la décision. »

« L'extension du camp du Larzac ne sera pas repoussée par l'Assemblée nationale ; la lutte continuera sur le terrain. Nous garderons le Larzac. »

I.M., 12000 Rodez. ■



## déclaration commune de 15 organisations

**L**ES organisations signataires soulignent l'importance de la mobilisation des étudiants et des lycéens au cours des derniers jours et notamment lors des manifestations du 22 mars, aussi bien à Paris qu'en province. Ces actions, massives et responsables, ont montré la capacité des lycéens et étudiants à agir ensemble pour changer leur situation. Malgré l'attitude provocatrice du pouvoir, les manifestants ont pu réaliser l'unité la plus large, dans le calme, et faire la démonstration de leur détermination.

Ce mouvement lycéen et étudiant n'est pas une révolte sommaire ou un « dévouement juvénile ». Il révèle la rupture qui existe entre une large partie de la jeunesse et le système économique, social, politique et culturel actuel. Il rejoint en fait, et renforce les luttes que mènent par ailleurs les travailleurs contre ce système. Les organisations signataires le soutiennent donc activement.

En effet, l'organisation capitaliste de la société conduit aux conséquences que l'on sait : en particulier au gaspillage des ressources humaines et naturelles et au chômage. Ce système produit l'inadaptation entre la formation et les débouchés. Il limite ou réprime le droit à l'expression collective. Il réduit les relations entre les hommes à des rapports marchands et le travail salarié à la répétition de tâches parcellisées et aliénantes, sans possibilité de contrôle sur les conditions du travail et sur sa finalité.

Les jeunes en sont les premières victimes dans leur formation comme dans les premières années de leur vie active. Pour les étudiants et les lycéens les solutions trompeuses données à la crise de l'université en 1968, notamment par la prétendue participation, n'ont fait que renforcer la sélection, augmenter le chômage des diplômés, et camoufler les problèmes. L'institution du D.E.U.G. et la situation en médecine, contre lesquelles se dressent les étudiants, en sont des exemples. Le chômage pour tous les jeunes se développe.

La division sociale du travail maintient une hiérarchie que les jeunes refusent. Il en résulte une profonde crise sociale et culturelle qui se manifeste particulièrement dans la jeunesse par la remise en cause des valeurs qui étaient traditionnellement admises dans la vie publique et privée. Ce mouvement critique touche également les formes actuelles de la formation, de la culture et de l'information.

Le service militaire et l'armée ne sont pas épargnés par cette crise. Au travers de la revendication sur les sursis sont posés les problèmes du rôle et du contenu du service militaire, de sa place dans la société comme dans le processus de formation et d'entrée dans la vie active.

Pour nos organisations, les manifestations actuelles des lycéens et des étudiants se situent dans le prolongement de celles de 1968. Il s'agit d'une nouvelle expression de la crise fondamentale de la société. En tentant de défendre les struc-

## en direct des bahuts

**CHALONS.** — 1.000 lycéens ont manifesté le 22 mars à 15 h à l'appel du comité de grève du Lycée d'Etat mixte et du comité de lutte contre la loi Debré. En fin d'après-midi, le proviseur décide la fermeture du lycée et informe une délégation des lycéens qui avaient organisé un sit-in que « les cours reprendront si le mouvement cesse »...

**CHAMBERY.** — Ici où les objecteurs de conscience sont très actifs, le mouvement est parti du technique et des comités de lutte lycéens, qui ont contacté les deux lycées, le CET et le lycée agricole. Au lycée Vaugelas, ce sont les internes qui ont commencé la grève avec l'appui de quelques enseignants.

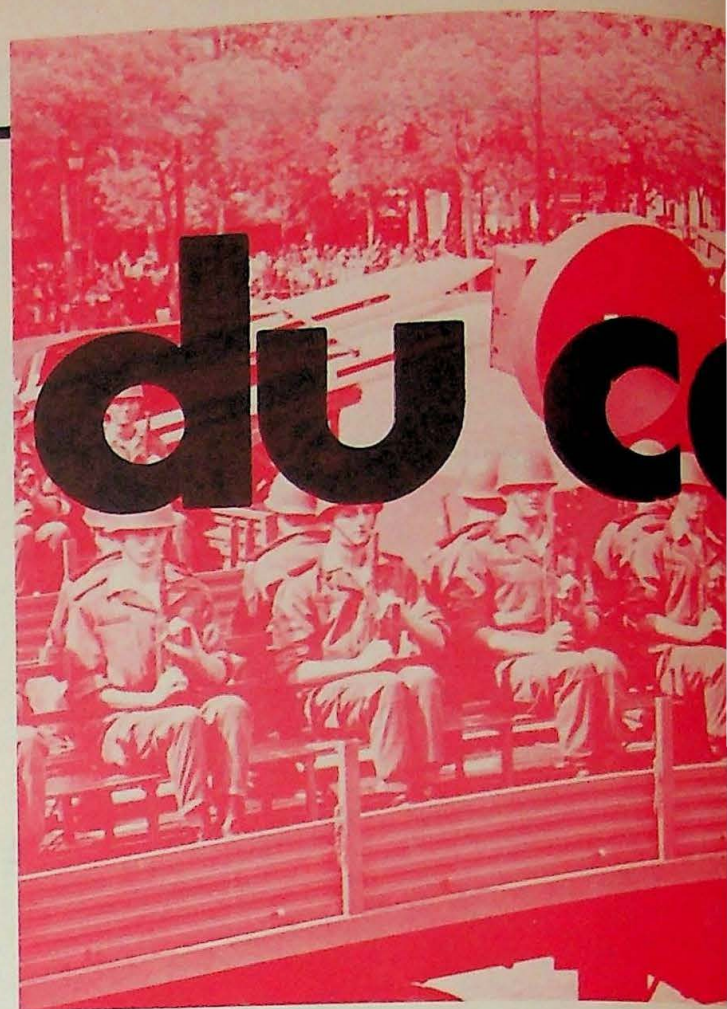
**LIMOGES.** — 5.000 personnes à la manif des comités de lutte. L'UNEF et l'UNCAL ont commencé par proposer une manifestation « unitaire »... avec la Jeunesse Socialiste pour le 27 mars, puis se sont ralliées au mouvement. Dans la Haute-Vienne toujours, à Saint-Yrieix (7.000 hab.), manifestation de 650 lycéens...

**MOISSAC** (Tarn-et-Garonne). — La lutte contre la loi Debré survient au milieu d'une bagarre entamée depuis une quinzaine de jours contre la répression dont 2 lycéens ont été victimes. Dans un milieu très conservateur où les enseignants membres du PCF semblent préférer la solidarité « enseignante » au soutien aux lycéens en lutte, une petite percée s'amorce pour nos camarades lycéens.

**PARIS.** — Pour une chouette manif, c'était une chouette manif. Combien on était ? 80.000, 100.000 ? Je les ai pas tous comptés... Eclatée en cinq points à cause de l'interdiction (Montparnasse, St-Michel, Alésia, Gobelins, etc.), elle a permis de rayonner tout autour de la place Denfert-Rochereau. Le soleil et la joie étaient au rendez-vous : sur le Boul'Mich, la quincaillière rentrait précipitamment les entonnoirs qu'elle avait à l'étalage... Dans le cortège, une banderole

(suite page 10)

# l'armée



« A BAS L'ARMÉE DU CAPITAL. » Ce slogan, scandé par des milliers et des milliers de voix lycéennes dans toute la France est la preuve qu'au-delà du problème particulier des sursis et de la loi Debré, c'est l'armée elle-même qui est mise en cause en ce début de printemps 1973. Une armée qui apparaît, à un nombre sans cesse croissant de jeunes, comme ce qu'elle est : un instrument privilégié de la classe bourgeoise pour conserver son pouvoir et asseoir sa domination. En temps de paix civile elle joue son rôle de régulateur économique et « d'éducateur » tout en se préparant soigneusement à intervenir en dernier recours si la légalité bourgeoise était menacée, comme en 1968, par un vaste mouvement populaire. Elle reste enfin, malgré les principes officiels de la « Défense tous azimuts », un élément important du bloc militaire impérialiste.

C'EST peut-être en effet ce qu'il faut rappeler d'abord : les velléités d'indépendance du gaullisme à l'égard de Washington n'ont jamais remis sérieusement en cause l'appartenance de la France au camp impérialiste, et l'armée française continue de prendre sa part de la défense commune du « monde occidental », de ses valeurs, et surtout de ses intérêts économiques.

## un rôle international

Si son armée a quitté l'OTAN, la France reste membre du Pacte Atlantique, qui prévoit, entre autres, que chaque pays signataire doit voler au secours d'un partenaire victime d'une agression. Mieux : l'armée américaine reste la « protectrice », l'ultime recours, qui pourrait intervenir en Europe en cas de troubles intérieurs graves : toutes les conditions politiques et techniques de cette intervention éventuelle sont prévues et tenues à jour.

Cette dépendance et cette solidarité entre l'armée française et les armées du bloc occidental sont illustrées chaque année par les manœuvres communes (franco-espagnoles, franco-anglaises, franco-américaines, etc.), où l'on sait, par exemple, que c'est au camp du Larzac que s'entraînent depuis deux ans les troupes anglaises qui occupent l'Irlande du Nord...

L'armée française reste, par ailleurs, chargée du rôle important de préserver les intérêts capitalistes dans les anciennes colonies françaises d'Afrique. Elle s'acquiesce de cette tâche avec beaucoup de conscience en contrôlant, encadrant, soutenant les armées des bourgeoisies nationales africaines. Et, quand ça ne suffit pas, en intervenant directement sur le terrain, comme au Gabon, en 1964, comme au Tchad actuellement.

L'armée française, « repliée sur l'hexagone », continue bien, en fait, à avoir un rôle international non négligeable, et ce rôle la situe sans ambiguïté dans le camp de l'impérialisme.

La fonction économique de l'armée s'exerce à plusieurs niveaux, et notamment à ceux de la production et de l'emploi.

C'est évidemment vrai en temps de guerre (rôle de la guerre de Corée ou du Vietnam pour l'industrie américaine), c'est vrai aussi en temps de paix, où l'armée peut jouer un rôle régulateur en suppléant, dans tel ou tel secteur, une demande civile déficiente, par exemple. Ce fut le cas récemment pour Berliet, sauvé de la faillite par des commandes massives de camions militaires.

Elle intervient aussi dans la politique industrielle et l'aménagement du territoire (implantation du complexe atomique de Cherbourg, rôle de l'armée dans le secteur de l'électronique, etc.).

Elle joue enfin un rôle non négligeable au niveau de l'emploi, permettant, par un service militaire plus ou moins long, de jouer sur les besoins, variables, en main-d'œuvre de l'industrie.

## tu seras un homme...

Mais c'est d'abord, bien sûr, le rôle idéologique de l'armée qui alimente la colère et le rejet des jeunes : c'est le plus immédiatement ressenté.

L'épreuve du service militaire est réellement quelque chose de difficilement tolérable, tant elle paraît absurde : il faut savoir — et cela se sait de plus en plus, malgré tous les silences officiels — que l'on meurt encore dans l'armée française, que des nerfs lâchent, que des jeunes en arrivent à se suicider faute d'avoir pu supporter tant de bêtise, de brimades, de sévices parfois, de discipline absurde toujours. On se suicide dans les casernes, comme dans les prisons : ce n'est pas un rapprochement gratuit.

Le but poursuivi est clair : il faut faire des jeunes qui s'apprennent à entrer dans la vie active des travailleurs neutres, soumis, disciplinés. Le Programme d'Action du PSU adopté en janvier 71 le rappelait :

« L'Etat, pendant douze mois, maintient sous son emprise idéologique la majorité des hommes de ce pays. Coupés de tout (milieu social, informations), sans défense devant l'arbitraire de la hiérarchie militaire, les appelés ne disposent en fait d'aucun droit (liberté d'opinion, droit d'expression et d'association). Après être passés au moule de l'école, ils sont rectifiés à l'armée. »

Cette « rectification », ce bourrage de crâne, cette défense et illustration de valeurs mitées et miteuses (« lorsque vous aurez tiré autant de cartouches que moi, vous serez des hommes » disait, sans rire, mon sergent-chef) sont de moins en moins tolérées par l'immense majorité des conscrits. Il n'y a guère que Michel Debré pour ne pas s'en apercevoir...

## en dernier recours

Enfin — et ce n'est pas le moins important — l'armée peut être amenée à intervenir directement, en cas de troubles intérieurs graves, si le pouvoir de la bourgeoisie était sérieusement remis en cause. Le voyage à Baden de De Gaulle en Mai 68 et les ballets des blindés autour de Paris sont là pour nous rappeler que cette éventualité est loin d'être à écarter.

Cela explique aussi pourquoi notre remise en cause fondamentale de l'armée bourgeoise ne passe pas par la suppression pure et simple du service militaire, ce qui reviendrait à faire le choix d'une armée de métier. Le contingent peut avoir un rôle dissuasif important dans le cas d'une tentative putschiste : on l'a vu en avril 61.

Cette utilisation « en dernier recours », l'armée s'y prépare — et fort bien — depuis 1968. C'est notamment le rôle dévolu à la D.O.T. (Défense Opérationnelle du Territoire) dont le secrétaire d'Etat à la Défense, Fanton, disait en janvier 70 : « La D.O.T. est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en Mai 1968. » On ne peut pas annoncer plus clairement la couleur...

Sans entrer dans le détail, il faut savoir que cette préparation de l'armée à la guerre civile se poursuit selon trois grands axes :

1. Dégager une sorte d'armée dans l'armée, une armée de métier composée de quelques unités sûres politiquement et capables d'intervenir (paras, légion).

2. Cantonner le contingent dans un rôle de dissuasion statique ou de bris de grève. La D.O.T. est organisée de façon à suppléer la gendarmerie et la libérer pour les tâches de répression.

3. Développer toutes les forces de répression directe (police et gendarmerie).

Enfin, pour qui aurait encore des doutes sur l'orientation « vers l'intérieur » des fonctions de l'armée depuis 68, il suffit d'énumérer quelques thèmes des récentes « manœuvres » :

— Belle-Ile (Morbihan) du 9 au 14 octobre 70 : « L'armée intervient à 8 reprises pour rétablir le pouvoir ».

— « Manat 71 », manœuvres nationales de juin 71, qui développaient l'exercice Sudex, « opération de D.O.T. contre les tentatives d'infiltration et de sabotage ».

— « Hainaut 71 » est plus clair encore : en novembre, le 43<sup>e</sup> R.I., stationné à Lille, pénètre en Belgique pour participer à la répression d'une insurrection populaire dans la région de Leuze.

Enfin, le fameux « Beauce 72 » est aussi très révélateur, puisqu'il s'agissait d'habituer les civils à coopérer à la répression d'éléments subversifs...

✱

Voilà ce qu'est l'armée française. Ce qu'elle est et ce qu'elle se prépare à être sous la houlette du brave M. Debré. Ce portrait rapide et incomplet donne toute sa dimension et son éclairage au slogan des lycéens : « A bas l'armée du capital ».

Le soutien des grandes centrales syndicales, la présence de travailleurs dans le grand défilé du 22 mars à Paris aux côtés des lycéens et des étudiants (notamment les postiers CFDT) prouvent que beaucoup ont compris cette démonstration et le sens de la mobilisation lycéenne : bien au-delà des sursis...

Bernard LANGLOIS ■

## en clair : le

« La famille et la religion font aujourd'hui défaut pour apporter à nos jeunes le pain des nécessités morales et politiques. L'École devra faire effort pour redevenir éducatrice au plein sens du mot. Elle devra s'associer à l'Armée qui, par l'âge où elle reçoit la jeunesse, doit être le lieu où se forment d'instinctivement l'homme et le citoyen dans la plénitude de leurs responsabilités. Il est nécessaire d'associer l'armée et l'école ».





# Capital

## ● Fort-Aiton :

*“ Ici, on va te dresser la gueule ”*

Fort-Aiton, c'est le bagne, ni plus ni moins, là où on envoie les « fortes têtes » vraiment irrécupérables par un régiment normal. Michel Da Costa y a passé six mois pour « indiscipline ». C'était il y a un an, après donc que le régime d'Aiton ait été « assoupli » grâce à une campagne de presse. Assouplissement tout relatif, on s'en rend compte, lorsqu'on lit son témoignage. En voici quelques extraits. A signaler que Michel Da Costa est revenu d'Aiton avec sept dents en moins, suite à un contact un peu brutal avec la crosse d'un fusil manié par un gradé...

● N est arrivé à Aiton à 7 heures du soir le lendemain. Je n'avais pas de menottes, parce que le chef qui m'accompagnait, il me connaissait et il n'avait pas voulu me les mettre. « Fais pas le con, te casses pas. » Mais normalement, tous les types arrivaient avec les menottes.

On est arrivés, on est rentrés, j'ai posé mon paquetage, et là, ils m'ont mis aux arrêts jusqu'au lundi matin ! Ils ne pouvaient pas faire les formalités d'entrée avant le lundi. J'ai passé les deux jours aux arrêts, en cellule, avec une paillasse, un tabouret, et c'est tout. Pas de lit. A Aiton, normalement, pour les arrêts simples, il y a un lit, et pour les arrêts de rigueur une simple planche, mais là, il paraît qu'ils n'étaient pas prévenus que j'arrivais !

Quand je suis arrivé le soir, je me suis couché et j'ai dormi. Arrive le type qui passait l'appel, je l'avais pas entendu, il y est allé à grands coups de pied dans le lit et commence à gueuler : « Oui, ici c'est pas le 42<sup>e</sup>,

on va te dresser la gueule. » Je me suis excusé ; je me suis dit : Me voilà bon. Le lundi, j'ai fait tous les bureaux. Et la tenue : treillis sans ceinturon, veste dans le pantalon, béret blanc, guêtres et croquenauds, alors que les autres sont habillés comme dans un régiment normal.

Les autres, ce sont des appelés. Ils sont chargés de nous garder. Les gradés les font baliser (N.-B. signifie : saluer un supérieur, d'où : avoir la trouille) dès le départ, alors les mecs, ils sont contre toi, de force. Les gradés arrivent à semer la merde entre eux et toi. Les appelés, j'en ai connu pas mal. Ils disaient : « On n'en a rien à foutre, ils n'ont qu'à mettre des engagés pour vous garder, nous ça nous regarde pas. » Le pauvre malheureux, il a deux mois de classes, il arrive là-haut, bon, ben il te garde. T'as des crevures dans le tas. Il y en a d'autres, au contraire, ils demanderaient qu'à t'aider. Mais il y a les chefs derrière, alors eux...

Quand j'y étais, on était 30 disciplinaires, il y avait plus de 100 mecs pour nous garder. Plus de 3 par disciplinaire ! Quand tu travailles, les crevures elles te regardent. Tu arrêtes de bosser quand ils le disent. Mais quand tu es au boulot, tu peux pas poser la pelle ou la pioche et t'arrêter ou t'appuyer pour discuter avec un autre. Allez, hop, au boulot.

S'ils estiment que t'as pas fait assez de boulot dans la journée, le soir tu rentres, on t'appelle au bureau, et puis tu as un motif du genre « mauvaise volonté dans le travail », tu vois un peu le genre. Dans les punitions, tu n'as pas de tours de consigne, ça vou-

drait rien dire, tu n'as que les arrêts, simples ou de rigueur. D'ailleurs, quand tu es normalement en chambre, tu es déjà aux arrêts simples ! Pas droit au foyer, un poste à transistor par chambre. Pas de journaux. Dans les chambres, on peut mettre 20-25 types. Il y a des fois où ils sont montés jusqu'à plus de 80 disciplinaires. Pendant le travail, les chiens ne sont pas là si c'est près d'Aiton, mais si on s'éloigne un peu, les clébardes viennent avec nous.

T'en avais notamment, un bouvier des Flandres. On montait dans les camions avec, tout le monde se poussait au fond ! T'en avais pas un qui bronchait. Il avait la muselière, mais il te fonçait dessus à coups de tête. Rien qu'à la vue du béret !

Les appelés, ils avaient le béret noir, ils se pointaient, t'entendais pas un chien. Mais nous, avec le béret blanc, t'aurais vu le bordel qu'ils faisaient là-dedans ! Ils avaient été dressés. T'aurais pas pu aller serrer la main à un maître-chien, même que tu aurais été copain avec lui...

Les disciplinaires, parmi eux, il y avait quelquefois des vrais truands. Mais vachement peu.

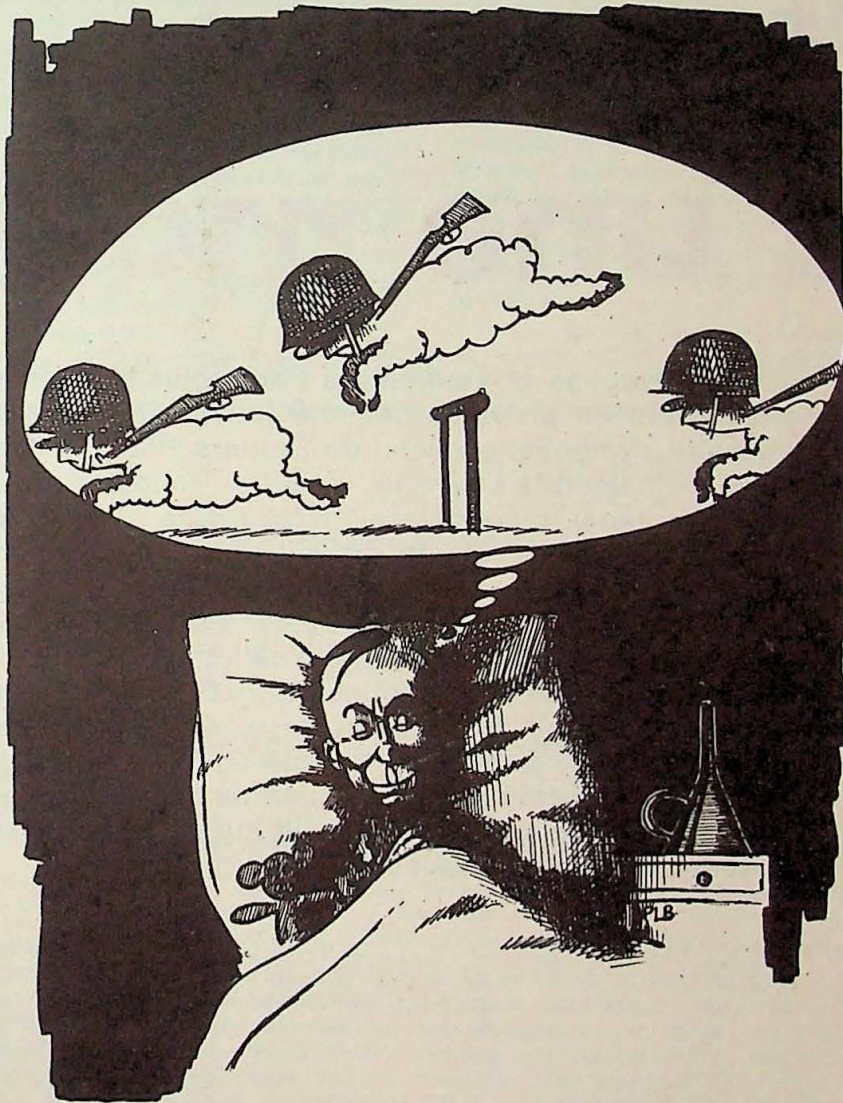
La plupart de ceux qu'ils appellent truands, c'est des mecs qui ont fait des conneries étant jeunes, c'est tout et ça les suit, ils les pistonnent pour

ça. Ils envoient aussi pas mal de jeunes engagés. Les mecs, ils ne veulent pas suivre leurs conneries ou bien ils ne sont plus d'accord avec eux.

Il y avait un marin, un type bien. Ils l'ont pistonné à mort, ils ont dit qu'il avait saboté un appareil radio. Il réparait l'appareil, il a fait des heures supplémentaires pour s'en occuper, alors que c'était pas à lui. Jusqu'à 8 heures-8 heures et demie. Le truc était toujours en panne, ils ont dit qu'il l'avait saboté et ils l'ont envoyé là-haut.

En principe, à Aiton, tu passes deux mois en section de répression, et en cas de bonne conduite, tu as droit au régime assoupli. Et là, normalement, tu as droit à trois jours de perme tous les mois. Mais dire que c'est appliqué...

J'ai connu un mec parti au bout de 9 mois, il avait jamais été en perme. Et un autre il est parti voir ses parents, ça faisait 2 ans qu'il était pas retourné chez lui. Il était à Fort-Aiton depuis 15 mois. De toute façon, celui-là, tu le revois il est cinglé. Pauvre malheureux ! Il rigolait sur le lit, il était plus normal. La seule perme qu'ils lui ont donnée, c'était 30 jours avant la quille. Ils ne l'ont pas revu. Ils l'ont rattrapé 15 jours après : 30 jours de trou, et puis relâché. Mais tu discutes avec, il est marteau... »



## la force de frappe

C'est le 13 février 1960 que la France faisait exploser sa première bombinette au Sahara. Le 2 juillet 1966, on inaugurait Mururoa, en Polynésie, avec l'explosion d'une cinquième bombe A. Le 24 août 1968, on passait à la taille au-dessus avec la première bombe H française (2 mégatonnes). Depuis, l'armée française continue à polluer allégrement le Pacifique, malgré l'exaspération croissante des pays riverains et de l'opinion publique internationale.

Sur le plan opérationnel, ce bel effort se traduit par un triple résultat :

— La force aérienne stratégique pilotée (F.A.S.).

Ce sont les Mirages IV : trois escadrons, soit 9 escadrons de 4 Mirage IV disponibles à tout instant, armés chacun d'une bombe de 70 kilotonnes. Une autonomie de vol de 4.000 km, grâce aux avions-citernes Boeing achetés aux U.S.A. en 1964.

— Le groupement de missiles straté-

giques (G.M.S.) : Les petits bijoux du plateau d'Albion, en Haute-Provence. Deux unités de 9 missiles chacune, porteurs d'une charge de 150 KT à 3.000 km de distance.

— Les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (S.N.L.E.) : Les choux de Michou La Colère. Leurs noms seuls font trembler les ennemis potentiels : « Le Redoutable », premier de la série, a fait une première sortie très remarquée en février 72 (il est tombé en panne). Depuis est né « Le Terrible ». Et on attend, d'ici à 1980, « Le Foudroyant », « L'Indomptable » et « Le Tonnant ».

Chacun est, ou sera, équipé de 16 missiles mer-sol balistiques stratégiques (puissance 500 KT, portée 2.500 km).

Cette « force de frappe », avant même d'être achevée, est déjà largement dépassée, comme l'a montré Michel Rocard dans une intervention marquante à l'Assemblée Nationale en octobre 1970.

## rales raisons

Il faut les faire se suivre dans leur action, avec le moins de coupure possible et il faut pour cela que l'armée soit refaçonée face à son problème et que l'âge d'incorporation des jeunes se situe vers la fin de leur 18<sup>e</sup> année, permettant à l'adolescent de passer de l'école à l'armée sans transition, en évitant ainsi certaines contagions désastreuses. »

Général Vanuxem.  
(« Carrefour » du 9-4-69.)

tures dépassées, en refusant le dialogue et en recourant à l'autoritarisme et à la répression, le pouvoir aggrave la crise.

Dans l'école, depuis 1968, le comportement des jeunes a profondément changé, mais le système scolaire n'a pas fondamentalement évolué : examens et sélection, contenus des méthodes d'enseignement, relations enseignants enseignés, coupure entre l'école et la vie...

Pour les sursis, le libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans est une revendication essentielle pour l'ensemble des jeunes, lycéens, étudiants, paysans et travailleurs. De même, il faut que le lycéen et l'étudiant soient considérés comme des jeunes travailleurs en formation et que soient supprimées les discriminations entre ceux qui n'ont pas encore fait leur service militaire et les autres travailleurs.

Pour l'armée, il s'agit de lutter contre son actuelle fonction sociale. Il faut obtenir dès maintenant les libertés d'opinion, de réunion, et d'association, la réduction à 6 mois de la durée du service, une solde suffisante, un véritable droit à l'objection de conscience, les libertés syndicales et politiques pour tous les militaires, l'abolition des juridictions spéciales. Le soldat doit être un citoyen à part entière.

Lycéens, étudiants et travailleurs peuvent sur ces bases renforcer leurs liaisons et approfondir leurs luttes communes.

C.F.D.T. - S.G.E.N. - M.A.R.C. - C.E.R.E.S. - ETUDIANTS SOCIALISTES - MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SOCIALISTE - OBJECTIF SOCIALISTE - P.S.U. - C.L.A.J. - J.E.C. - J.O.C. - J.O.C.F. - M.R.I.C. - VIE NOUVELLE - GROUPES TMOIGNAGE CHRETIEN

L'A.M.R. et les C.I.C. se sont associés à cette déclaration.

remarquée : « Les postiers CFDT solidaires des étudiants et des lycéens en lutte ». Pour une manif interdite, c'était une chouette manif interdite !...

PARIS. — Un exemple précis, celui du lycée La Fontaine : la grève est animée par plusieurs commissions : sur l'armée, les DEUG, pour la presse, sur les perspectives de lutte et une dernière qui se charge de contacter les élèves qui ne font pas grève. Prises de parole sur les marchés, délégations auprès des profs, manif à Trocadéro avec les lycées du 16<sup>e</sup>... Au Lycée Maurice-Ravel (20<sup>e</sup>), les DEUG ont mobilisé les lycéens au même titre que les sursis pour la grève qu'ils ont entamée depuis plus d'une semaine.

PROVINS. — Les deux lycées sont en grève depuis le 22 mars. Près d'un millier de manifestants.

LA REUNION. — De quoi faire pleurer Debré ! 70 % des lycéens de l'île sont en grève contre sa loi à lui, le bienfaiteur local, et les élèves-maitres de l'Ecole normale se sont joints à eux par solidarité.

STRASBOURG. — 4.000 personnes le matin du 22 mars à la manif. Plus du double l'après-midi. Occupation du lycée à partir de vendredi. Pour l'instant, c'est la joie ; demain, il faut trouver un débouché...

# le sens d'une mobilisation

100.000 lycéens et étudiants à Paris, plusieurs dizaines de milliers en province ont fêté jeudi dernier un anniversaire symbolique : celui du 22 mars 1968. La comparaison d'ailleurs s'arrête là. Quant au rappel historique, bien peu jeudi le connaissent, et moins nombreux encore étaient ceux qui lui attachaient une quelconque importance. Signe des temps : le titre d' « Anciens combattants de 68 » se dévalue encore plus rapidement que les autres. Seule la mémoire collective du milieu que les organisations révolutionnaires détiennent exclusivement (faute d'un mouvement de masse lycéen et étudiant organisé) permettait de faire quelques comparaisons avec la mobilisation de solidarité avec Gilles Guiot. Pour le reste le mouvement vivait au présent en s'interrogeant juste sur son avenir proche...

Le regard quasi exclusif sur le présent témoigne à la fois de la force, de l'importance considérable mais aussi de la fragilité du mouvement actuel. Je sais bien que le genre littéraire, de règle dans ces circonstances, est davantage le cantique et la glorification, que l'analyse lucide et la recherche de perspectives. Mais j'ai la faiblesse de trouver le second genre plus utile que le premier.

Force et fragilité donc. Sur deux points essentiels le mouvement lycéen et étudiant se trouve à la croisée des chemins : ses formes d'organisation et la définition d'objectifs précis.

Ses formes d'organisation d'abord : depuis 1968 la crise du système scolaire dans sa fonction sociale plus que dans son fonctionnement interne, provoque des mouvements qui suivent quasiment le schéma inverse de l'histoire revendicative classique du mouvement ouvrier syndical. Il faut d'ailleurs voir là (j'y reviendrai plus loin) l'une des causes de l'incroyable incompréhension dont fait preuve à chaque fois dans ce secteur le Parti communiste français et ses organisations de jeunesse.

Que se passe-t-il en effet ? Là où le syndicalisme ouvrier, y compris de type CFDT, a l'habitude de mener une action de longue haleine sur des re-

vendications précises, pour déboucher quelquefois au bout d'un long processus, sur leur aspect directement politique, les mouvements dans l'école sont si l'on peut dire, spontanément (mais superficiellement) politiques et cherchent par contre avec difficulté des points d'appui revendicatifs et donc négociables à leur contestation globale.

Sans doute dira-t-on, voici plusieurs mois que les militants révolutionnaires faisaient campagne sur les problèmes de l'armée et plus particulièrement contre la loi Debré. Cela devait-il conduire pour autant au formidable mouvement actuel ? Seuls les naïfs et la presse de droite à la recherche des éternels « chefs d'orchestre clandestins » peuvent le croire. La vérité (celle que connaissent les militants révolutionnaires mais qu'ils n'aiment pas dire pour mieux s'attribuer la paternité des mouvements de masse), c'est qu'aucun de nous ne peut savoir avec précision que telle ou telle contradiction du système scolaire provoquera une contestation massive. Par contre ce que tous ceux qui suivent de près ce qui se passe dans l'école savent, c'est que les éléments d'une crise globale sont ni nombreux et si forts que des raisons apparemment très diverses peu-

vent transformer en un temps extrêmement court des mouvements sporadiques lancés par quelques militants politiques en mobilisations massives.

Deux choses alors jouent un rôle décisif : la circulation d'information et la révolte contre toutes les formes d'embrigadement. Vitesse de circulation de l'information : la pauvre UNCAL qui tente chaque fois de renaître de ses cendres en mettant en place besogneusement des structures coordonnées, hiérarchisées et bureaucratiques, est à chaque fois prise de court. Un comité se forme, une grève est décidée. Il suffit comme à Morlaix qu'un groupe de lycéens rentrant d'une réunion de la J.E.C. communique ces informations pour que le mouvement naisse ailleurs. La première réaction d'un lycée en grève, avant même de déterminer précisément les objectifs de l'action est d'aller « mettre le bahut d'à côté dans le coup ». Voilà de quoi scandaliser monsieur Fontanet qui n'a pas encore compris, le pauvre, « ce que veulent les jeunes ».

Qu'est-ce que cela prouve sinon que ce qui est perçu spontanément par les lycéens avant même le refus de tel ou tel aspect du système scolaire, c'est le refus confus mais global, souvent

plus passif qu'actif de toute l'école telle qu'elle est aujourd'hui. Et c'est bien pourquoi les points d'appui privilégiés de la révolte touchent d'abord les phénomènes d'embrigadement : la circulaire Guichard, l'arrestation de Guiot, aujourd'hui le rapport de plus en plus clair entre la fonction de l'armée et celle de l'école.

## les erreurs de l'UNCAL

Mais là où est la force là aussi est la difficulté. A chaque période importante du mouvement lycéen des militants se sont émerveillés de « la radicalisation » comme on dit, et de l'extension très rapide des comités de lutte mis en place. J'en ai entendu jeudi qui croyaient tranquillement que les cris de « Debré démission » montraient que le mouvement commençait à poser la question du pouvoir d'Etat... D'autres avaient cru avec Guiot que la Justice de classe se trouvait directement visée ! Or là se trouve l'erreur de ceux qui ne cessent d'attendre que la réalité vienne prendre place genti-



ment dans le cadre de leurs discours théoriques. Erreur de l'UNCAL et des mouvements de jeunesse communistes qui s'obstinent à croire que les lycéens finiront par rejoindre leur action bien ordonnée, bien structurée qui trace à petits pas le long chemin des « justes revendications des lycéens » pour déboucher un jour dans la vaste clairière illuminée des rayons du Programme commun...

Mais erreur aussi des militants révolutionnaires et particulièrement de ceux de la Ligue communiste et de Révolution ! qui ne voient pas que la consolidation d'étapes intermédiaires est une nécessité vitale pour le mouvement. Prenons l'exemple des coordinations : lors de la dernière à Jus-sieu, on attendait pour toute la France 200 lycéens. Il en est venu près de 1.000. Le meilleur moyen de ne rien décider ou d'ouvrir la voie à toutes les manipulations, c'est alors « la coordination-meeting ». Tout le système positif de l'auto-organisation, de l'élection de délégués élus et mandatés par lycées et par villes se trouve alors renversé. La majorité des délégués se trouve réduite à un rôle d'arbitrage entre les différentes organisations politiques. Consolider un mouvement, c'est savoir prendre le temps nécessaire à l'élection de délégués, c'est savoir repousser des coordinations pour s'assurer qu'elles pourront être préparées, limitées en nombre, mais réellement représentatives. C'est aussi savoir sur le terrain juger du rapport de force pour éviter par exemple la fermeture des établissements par l'utilisation de grèves reconductibles et pas forcément illimitées.

Mais il faut également, et c'est là le deuxième point décisif pour le mouvement actuel, savoir fixer des objectifs précis qui introduisent directement un rapport de force avec le pouvoir, et qui permettent aux jeunes travailleurs de se sentir directement concernés par la lutte.

C'est dans cet esprit que le PSU mène depuis le début du mouvement



une bataille sur deux fronts : directement, et en son sein, par l'intermédiaire des militants lycéens et étudiants qui travaillent à consolider son organisation et à proposer des objectifs aussi bien sur le problème du sursis que sur celui de l'armée (voir articles dans ce numéro).

Mais il fallait faire plus. Car le principal danger que court à terme le mouvement lycéen et étudiant, c'est celui de son isolement. C'est pourquoi le travail accompli depuis une semaine avec la CFDT est pour nous particulièrement important. Deux déclarations communes associant 13 et

15 organisations ont pu être adoptées, les deux étant rédigées après discussion avec la coordination lycéenne (on lira ci-dessus la seconde qui est la plus importante). Ce travail a eu un triple objectif : casser l'isolement du mouvement d'abord ; proposer ensuite des objectifs capables de montrer aux jeunes travailleurs et paysans qu'ils sont eux-mêmes intéressés par cette lutte, et offrir une alternative à la tentative de récupération du mouvement par les organisations communistes qui entendent se limiter au simple rétablissement des sursis.

C'est d'ailleurs cette initiative, et

non comme l'a prétendu « Le Monde », l'attitude du CERES et des jeunes socialistes qui explique le ralliement de l'UNCAL et de l'UNEF à la journée du 22. Le CERES et les jeunes socialistes ayant en effet signé « in extremis » l'appel rédigé notamment par la CFDT, le SGEN, le PSU et la JEC, les organisations communistes se trouvaient en effet totalement isolées et ont préféré alors se rallier au mouvement général. (Provisoirement puisque le lendemain, ils revenaient à leur attitude de division antérieure.)

## rapport de force

Dernier objectif enfin : trouver des points d'appui pour forcer le pouvoir à négocier. La Commission Armée-Jeunesse pourrait en être un à condition que soit exigée la présence de délégués étudiants et lycéens. Quant au Parlement, si son rôle n'est pas négligeable, il ne fera qu'enregistrer un rapport de force qui aura été réalisé ailleurs.

Un dernier mot : certains se sont étonnés que le PSU signe des communiqués avec soit la FEN et le PS, soit la CGT, le PC, le PS, la FEN. Si c'est par peur de la « contamination » qu'ils se rassurent. Nous ne sommes pas « joints » à ces communiqués, nous avons tout fait pour les susciter et ce notamment à la demande de la coordination lycéenne. La raison en est simple : les deux communiqués et la délégation auprès de Messmer avaient un objectif précis : établir le rapport de force le plus important possible pour exiger la levée de l'interdiction de la manifestation du 22. Si donc c'était à refaire, nous le referions.

Gérard FERAN ■

## ● contre le rendement : après Willot, Boussac

**Lundi 26, la grève des 50 ouvrières spécialisées de l'atelier de confection de Boussac à Thon (Vosges) continuait. Elle va entrer dans sa quatrième semaine.**

TOUT a commencé le 7 mars dernier lorsque Blandine, 25 ans, a craqué. On lui avait demandé deux jours plus tôt, de doubler sa productivité (aplatir des contours de poche), tout en lui diminuant son salaire.

Il y a dix-huit mois, à Thon, les deux chaînes de fabrication (80 ouvrières) confectionnaient par jour 450 blouses. Aujourd'hui, une seule chaîne (50 ouvrières) confectionne 800 blouses.

Les crises de nerf ? On ne les compte plus. Mais maintenant, au lieu de s'isoler pour pleurer, loin des regards, les ouvrières se rassemblent, discutent et décident, ensemble de réagir. Elles apprennent à parler de leurs problèmes collectifs de travailleuses. Elles apprennent à se connaître, autrement qu'au travers de leurs préoccupations de femmes, de mères, de jeunes filles. Alors, la vérité éclate : un mois 900 F, le mois suivant 800 F, selon l'affectation, selon le tableau et les feuilles de

production. Et la directrice de -rière la vitre, qui surveille et ne sort que pour dire aux ouvrières d'« en faire plus »...

Au cours de leurs assemblées les ouvrières (regroupées dans une section C.F.D.T.) ont mis au point les revendications :

- un salaire horaire garanti (5,75 F) ;
- une réduction des charges de travail ;
- une garantie de l'emploi.

Ce n'est ni plus ni moins, que le refus du salaire lié au rendement. Comme à Fougères (S.P.L.I.), comme à Schirmeck (Coframaille), etc.

### de nouvelles initiatives

Dès lors, on « comprend » le refus de Boussac, propriétaire de la manufacture de Blainville (M.D.B.) (2.000 salariés au total, une dizaine d'usines dans l'Est de la France) de négocier sur ces bases. Boussac, après Willot, en attendant Prouvost et les autres : les O.S. du textile (femmes pour la plupart) remettent en cause l'organisation capitaliste du travail. Elles remettent en cause le système capitaliste d'appropriation privée du profit, produit du travail.

Pourtant, les Willot ont dû céder (c'est vrai qu'ils ont quelques « affaires » ennuyeuses sur les bras). Boussac devra céder. Pour cela, la mobilisation populaire autour des grévistes, sur leur revendication fondamentale va aller en s'élargissant.

Un comité de soutien est en place. Il regroupe des organisations progressistes et révolutionnaires, ainsi que des organisations de masse. Il lui faut dépasser son cadre cartellisé pour pouvoir élever à son point politique optimum cette popularisation et le soutien actif. Les journées d'action prévues dans la lutte sont un des moyens. D'autres initiatives devront intervenir, sous le contrôle des grévistes.

Vendredi dernier, des ouvrières de la Coframaille sont venues « saluer » leurs camarades. Les discussions ne se sont pas limitées à des vœux platoniques de succès. Les remarques des « anciennes » n'ont eu ici, aucun caractère paternaliste.

La démocratie prolétarienne, les discussions sur des axes de luttes de type contrôle ouvrier ont été vivantes. La victoire de demain aura sans doute trouvé ses origines dans de telles confrontations.

M. C.

## ● O'Cédar : meurtre légal

**A** Saint-Florent-sur-Cher (4.500 habitants, près de Bourges), la colère monte. On ne sait toujours rien des causes réelles de l'explosion qui a tué trois ouvriers à l'usine O'Cédar. Deux jeunes mères sont mortes, un ouvrier de 27 ans est décédé des suites de ses brûlures, quatre autres (dont trois femmes) ont été moins gravement brûlés. Pendant ce temps-là, la direction de l'entreprise et les enquêteurs se taisent.

C'est qu'il y a beaucoup de choses qui ne vont pas depuis que cette usine nouvelle a été mise en service en janvier dernier. Selon les ouvriers, certaines des machines sont bien loin d'être neuves et en bon état de fonctionnement. Des travailleurs ont été souvent pris de malaise. Des extincteurs sont en mauvais état, les tuyaux d'incendie sont bloqués. La chaudière qui a explosé était installée dans un atelier, contrairement à la réglementation.

Bien entendu, la direction se retranche derrière le fait que l'usine était en cours d'installation. Il y a aussi le chantage au chômage. Si on « embête » trop le patron, il pourrait bien partir ailleurs et tant pis pour la centaine d'ouvriers qui devaient être embauchés dans les premiers jours d'avril.

Chez O'Cédar, le patronat n'aime pas les organisations ouvrières. Des travailleurs ont été licenciés, après enquête patronale, parce qu'ils avaient exercé antérieurement des responsabilités syndicales.

Voilà où on en est... Et pas seulement à Saint-Florent. Partout, les « accidents » du travail sont de plus en plus fréquents et plus graves depuis quatre ans, depuis que le patronat, après mai 1968, rentabilise à outrance.

Accident du travail ? On doit dire assassinat légal. Rendements, cadences, tâches abrutissantes, transports de plus en plus pénibles et pas seulement dans les grandes cités : tout conduit à multiplier ce type légal de meurtre. Seule la mobilisation populaire peut faire reculer les meurtriers, c'est-à-dire les patrons et l'Etat à son service. La lutte contre les conditions de travail, pour le contrôle ouvrier passe par là. ■

### ● occupation

Les locataires du 33, rue Geiler, à Strasbourg, quartier des Quinze, ont décidé d'occuper l'hôtel dont on veut les expulser.

Ils exigent : la restitution de la literie, la remise du gaz et de l'électricité, leur maintien dans les lieux ou leur relogement collectif dans des conditions décentes et à des prix abordables (100 F par chambre, maximum 2 lits par chambre).

Les locataires, le comité de soutien, des organisations (SATI, APF, CFDT, CIMADE, Comité contre la circulaire Fontanet) ont rappelé au préfet le droit de réquisition d'immeubles vides pour reloger les mal logés.

# PTT année zéro

Aborder une étude sur la plus ancienne des administrations sous ce titre : « P.T.T. Année zéro », voilà qui mérite une explication. La poste, la bonne vieille poste a vécu. Adieu les courriers de Louis XI, Louis XIV, adieu la poste des antiquaires et des feuillets de cape et d'épée, la poste des pionniers, des mongolfières, des aviateurs de la Postale. Adieu Courteline. Adieu même les demoiselles du téléphone. Aujourd'hui, la poste est morte. Vive la poste !

**A** NNEE zéro de l'automatisation. Bien sûr, on n'a pas attendu 1973 pour moderniser. La téléphonie automatique fit son apparition vers 1930, les progrès dans la mécanisation postale se sont déjà fait sentir au fur et à mesure du développement des techniques, l'ordinateur a déjà fait son entrée dans les services financiers.

Mais c'est à partir de maintenant que l'avancement des travaux en matière de recherche appliquée permet de préciser un calendrier des investissements dans le domaine de l'électronique, aussi bien pour la modernisation des services existants que pour la satisfaction de nouveaux besoins.

Année zéro parce que le champ d'application de ces techniques nouvelles une fois défriché du douloureux problème des opératrices, suscite des appétits chez les professionnels du profit.

Année zéro parce que l'Administration elle-même, répondant à des impératifs techniques incontestables, a procédé à une réforme de structure aboutissant à une séparation des grandes branches d'exploitation.

Année zéro enfin parce que le pouvoir par une politique systématique a amené le service public dont il avait la charge au creux de la vague. Grâce à une publicité insidieuse bien menée, à l'aide objective de certains de ses détracteurs, à l'ignorance naïve des utilisateurs, la séparation de la Poste et des Télécommunications, puis la privatisation de cette dernière branche apparaît comme l'opération chirurgicale nécessaire alors qu'elle n'est qu'un cautère sur une jambe de bois : l'opération, bénéficiant des circonstances, a été bien menée et il ne reste plus qu'à couper le cordon ombilical.

## service « public » ?

On ne saurait aborder les problèmes PTT sans avoir à l'esprit une idée précise sur la notion de service public.

Il est possible de définir le service public comme la possibilité donnée

par l'Etat à tous les citoyens de bénéficier, quelle que soit leur condition de fortune, de certaines prestations ayant un caractère indispensable et nécessitant la mise en œuvre d'une infrastructure collective.

Au terme de cette définition, il convient de se livrer à deux observations :

— Plus la production intérieure d'un pays croît, plus le nombre des prestations ayant le caractère de service public augmente ;

— Les activités de service public ne doivent pas être laissées à l'initiative privée.

Or, nous assistons actuellement en France, pour des raisons essentiellement politiques, au déroulement d'un processus inverse. La notion de service public devient de plus en plus restrictive et son exploitation dans les domaines rentables est de plus en plus contrôlée par le secteur privé. Il en résulte une dégradation de la qualité de fonctionnaire tant au plan moral qu'au plan matériel.

Les tenants de la privatisation, adversaires du service public, tentent de camoufler leur OPA en voulant faire croire qu'au nom de la rentabilité, le maintien de la fonction publique est un frein au développement. Voilà qui est faux. Car la rentabilité des PTT ne se mesure pas en dividendes mais par la qualité du service rendu (à condition de lui laisser les moyens). Le critère de rentabilité c'est l'égalité devant le service. Ils le savent d'ailleurs fort bien, et ne se vantent pas, tous les PDG de l'industrie de l'électronique qui se servent du Centre national d'études des télécommunications comme de leur bureau d'études, tant pour la recherche fondamentale qu'appliquée !

Que signifierait par exemple la privatisation du téléphone ? Un coût d'utilisation plus cher, une qualité de service réservée aux gros utilisateurs, le développement au détriment du reste des réseaux « rentables » (lignes concédées, transmissions de données, télédistribution, télex, etc.), des installations plus coûteuses puisque affranchies du contrôle des prix (15 à 20 %

dans la conjoncture actuelle sans compter les intérêts payés aux sociétés de financement).

Que le lecteur comprenne bien : il y a une crise dans le téléphone, c'est vrai ; les Chèques postaux ne répondent plus aux besoins, c'est vrai ; l'acheminement du courrier est de plus en plus aléatoire, c'est vrai. La faute en incombe au seul pouvoir politique qui, il n'y a pas si longtemps, considérait le téléphone comme un gadget. Non content d'avoir eu la vue courte, il n'a fait ensuite que gérer la pénurie, ne pouvant simultanément assainir la situation dans tous les secteurs d'activité, préférant en plus certaines dépenses de prestige.

Que l'utilisateur comprenne surtout que l'Administration est le seul organisme capable, compte tenu de l'ampleur de la tâche à accomplir, de la qualité de ses personnels, de sa bonne tradition (les mauvaises habitudes étant éloignées) de remplir le contrat, pour peu qu'on lui donne les moyens, que le pouvoir s'apprête à confier au secteur privé au taux usuraire de 20 %.

Peu nombreux sont les usagers des PTT qui savent que cette entreprise, qui comprend 350 000 agents, ne dispose d'aucune autonomie et ne peut en rien décider seule, qu'il s'agisse de l'amélioration de la qualité de service, de la modernisation, de l'équipement, les choix sont opérés, les crédits accordés par le tout puissant ministère des Finances, qui tranche en fonction d'objectifs qui n'ont pas grand-chose à voir avec la notion de service public. Et c'est vrai dans tous les secteurs d'activité des PTT.

## avenir ou prestige...

Comment se dessine l'avenir de la Poste ? Transporteuse d'un support traditionnel d'information : la lettre, le service postal sera-t-il concurrencé par les nouveaux modes de transmission ? Il faut constater que les techniques modernes intéressent surtout le monde des affaires, qui recherche la vitesse. Mais cette dernière coûte cher.

Quelques chiffres : le nombre des correspondances par an et par habitant est de : 366 aux U.S.A., 214 en Grande-Bretagne, 192 en France, 7 au Pakistan, 13 en Inde, etc. Ce qui montre que le trafic postal est lié non seulement au développement démographique, mais aussi au niveau économique. Les études faites montrent que le développement du trafic est assez proche de celui de revenu national et de la place du secteur tertiaire dans l'économie. C'est ainsi que le trafic postal qui a atteint en 1972 10 milliards et demi d'objets a doublé entre 1950 et 1965 et qu'il va de nouveau doubler en quinze ans, ceci grâce au développement de la publicité par voie postale, de la vente par correspondance (7 % du chiffre d'affaires des ventes en Allemagne), du transfert sur la Poste de la distribution des quittances EGF, du paiement au guichet ou à domicile des prestations sociales, etc.

La répartition sur le territoire de 20 000 guichets et 60 000 facteurs fait de la poste l'entreprise du « contact ». L'organisation de la Poste peut avoir sur toute l'économie des échanges, une influence considérable si elle s'adapte à l'évolution démographique et économique et plus encore si elle la précède.

Pour remplir cette mission en plein essor, la Poste va bénéficier de l'apport technologique du à l'électronique. On a mis récemment en service à grand renfort de publicité cocardière le centre de tri électronique d'Orléans. La pression de l'évolution générale en l'absence d'une volonté et d'une stratégie délibérées longtemps à l'avance va être le moteur de cette évolution qui ne se fera pas sans poser de graves problèmes pour les personnels. (Emplois, qualification, mutations.) Si l'avenir, malgré tout, semble vouloir sourire à la Poste, pour autant que les moyens ne lui seront pas trop comptés et que l'on voudra bien prévoir les conséquences sociales de la modernisation, il faut bien admettre que l'on peut avoir des doutes sur la capacité du Pouvoir actuel à aborder cette étape lorsque





Son retard est aussi considérable que celui des télécommunications mais plus grave encore, car il n'est pas officiellement reconnu par les instances gouvernementales.

Les investissements à la Poste sont ridicules face aux besoins. Les centres de tri et bureaux-gares éclatent littéralement, les montagnes de sacs s'empilent et les délais s'allongent. Quant aux conditions de travail des personnels, elles sont lamentables, ce qui explique les arrêts de travail fréquents enregistrés un peu partout, mais principalement à Paris.

Les bureaux de poste manquent dans les agglomérations suburbaines. Un sous-équipement chronique, démoralisant pour les personnels et les responsables, conduit à rechercher des palliatifs. Telles sont les initiatives prises (CIDEX, Politique Commerciale, recherche de trafic nouveau, imprimés sans adresse, colis de 5 kg, etc.).

Nous donnerons en outre, pour terminer, celui résultant du transport et de la distribution de la presse, compte tenu des tarifs préférentiels consentis aux journaux et écrits périodiques. Pour 1972, il est évalué à 720 millions de francs, soit 12 % des recettes postales.

## les chèques postaux

La situation des Chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne est beaucoup plus préoccupante encore car leurs activités ne sont pas protégées comme dans les autres branches pour le « monopole ». Si, depuis longtemps, l'attention avait été attirée sur la situation anormale s'agissant du taux de rémunération des fonds en dépôt, jamais il n'avait été nécessaire de souligner la gravité de la conjoncture et la menace d'asphyxie totale qui pèse sur ces services, à tel point que M. Hubert Germain a pu se poser la question de la survie même des Chèques postaux.

Le dernier débat budgétaire a mis en lumière la désinvolture, voire l'indifférence, avec lesquelles des pro-

blèmes aussi importants sont traités au sein de la Majorité :

— Le bilan très longtemps positif des ouvertures par rapport aux clôtures s'est dégradé dans une proportion de 1 à 4 ;

— Le nombre des opérations après avoir progressé à près de 8 %, approchait 4 % en 1970 et 2 % en 1971.

Si l'on tient compte du fait que l'inflation se développe régulièrement de plus de 6 %, la masse monétaire croissant de près de 20 % l'an, on remarque que la part des Chèques postaux par rapport à l'ensemble des disponibilités s'amenuise régulièrement.

Du côté de la Caisse nationale d'épargne, sa part dans la totalité de l'épargne liquide qui était, il y a treize ans, supérieure au cinquième est aujourd'hui inférieure au septième.

## REcrutement Epression

Pour être nommé inspecteur, aux PTT, on passe un concours. Mais il ne suffit pas toujours de réussir aux épreuves, témoin de la lettre que vient de recevoir trois postulants, deux Rennais et un Lillois. Cette lettre du ministère leur annonce tout à la fois leur succès au concours, et leur non-engagement, suite à une enquête postérieure au dépôt de leur candidature.

Précision : les deux Rennais sont militants de LO, le Lillois milite à l'AJS.

Et l'administration est neutre

Le déficit des Chèques postaux se situe pour 1971 à 890 millions de francs, pour 1972 à 1 030 millions, pour 1973 à 1 155 millions en prévision.

L'emprunt couvrira une partie des besoins de financement. Il en résulte de nouveaux frais financiers et remboursements qui viendront alimenter le déficit d'exploitation. La seule mesure décidée à l'occasion du budget de 1972 est la rémunération à un taux voisin de celui du marché monétaire du montant de l'augmentation des

avoirs au-delà de l'en cours de 1971 (30 milliards environ). Ainsi les 30 premiers milliards de fonds des particuliers continuent-ils à être rémunérés sur la base de 1,5 %, et seule la part supplémentaire reçoit une rémunération de 5,25 % en 1972, ramenée à 4,62 % en 1973. Les banques françaises placent leurs fonds dans de meilleures conditions.

Les Chèques postaux, comme la CNE, ne peuvent en rien modifier ou augmenter les possibilités offertes au public. Pour aider le secteur bancaire, on autorise ici en interdisant là : le découvert accidentel, les possibilités de prêts personnels et immobiliers, l'implantation de nouveaux guichets, en particulier dans les nouvelles zones d'urbanisation. Le déficit structurel des Chèques continuera à s'auto-alimenter jusqu'au jour où chacun considérera que cela devient intolérable. Alors les Chèques disparaîtront au profit des banques.

Pourtant, il y a longtemps que l'on sait que le coût de gestion des Chèques postaux est infiniment moindre que le coût de gestion des banques. Dernièrement un parlementaire affirmait, sans être démenti, que le coût PTT était à peine supérieur à la moitié de celui du secteur bancaire.

Ajoutons que les personnels vont se trouver confrontés plus brutalement que les autres aux problèmes de la modernisation, car dans une période de récession, les effets sont cumulatifs et la suppression des emplois prend une importance particulière.

Alors qu'en Suisse les 2/3 des investissements des télécommunications sont couverts par les Chèques postaux, alors que la Grande-Bretagne, malgré un système bancaire très développé n'a pas hésité à créer, il y a peu d'années, son service de Chèques postaux, il n'est pas pensable que le gouvernement — et plus particulièrement le ministre des Finances — persiste en France dans son attitude aberrante à l'égard des services financiers.

Un militant des PTT ■

A suivre :

« Les télécommunications »

l'on voit la situation qui est faite aujourd'hui à la Poste. Les correspondances n'arrivent plus avec régularité. Le service postal, avec sa croissance annuelle qui demeure autour de + 4 %, restera une entreprise de main-d'œuvre jusqu'à l'avènement du tri électronique (entre 1980 et 1985).

## vie quotidienne

### « nous ne sommes pas des clochards »

Dimanche 18 mars, à côté des diffuseurs de « T.S. » il y avait sur les marchés des braves dames et des petits scouts qui faisaient la quête pour la journée nationale des handicapés. A vot' bon cœur, m'sieu-dames. Dans la banlieue Sud, un groupe de handicapés a distribué un tract — appelant à une réunion — sur le thème : « Nous ne ferons pas la quête, nous ne sommes pas des clochards ! » Ils dénoncent la soi-disant formation professionnelle (autour de laquelle le gouvernement a fait tant de bruit) avec des salaires de 50 à 150 francs (300 F pour 20 % d'entre eux), l'absence de débouchés (la loi de 70 est rendue inapplicable par les décrets d'application), les pensions difficiles à obtenir, l'absence de logements adaptés à leurs problèmes, les hospices dont le ministre Foyer disait lui-même qu'ils sont « La honte de la France »...

« Nous nous moquons de votre honte » ajoutent-ils ; « avouons, oui ou non, le droit de vivre normalement ? C'est beaucoup plus que notre problème, c'est aussi le vôtre. Assez de la bonne conscience qu'on se donne, assez des bonnes actions, des francs symboliques, de la pitié... Assez ! »

(Correspondance) ■



### • Bruay-en-Artois « plus que tout l'or du monde »

Bruay-en-Artois : parce qu'un jeune qui n'avait pas de permis de conduire avait refusé de s'arrêter à un barrage de police, le gendarme a tiré. Et Dominique est mort. Peut-être bien

qu'il avait des raisons de ne pas avoir confiance dans la police ou la gendarmerie ; surtout à Bruay, où comme nous l'écrivent les camarades de Dominique, stagiaires au C.F.P.A. d'Hazebrouck comme lui, il règne un climat raciste anti-jeunes et anti-immigrés :

« Un de nos copains, Dominique, est mort... Certains regretteront tristement le fait, un policier qui n'a su se contrôler... Pour nous, c'est un camarade qui a été assassiné.

« Nous nous élevons massivement contre cet acte criminel... Nous condamnons toute violence... Ce geste meurtrier entre dans le courant d'un climat de répression policière visant plus particulièrement les jeunes et les immigrés. Nous soutenons la famille de Dominique dans la démarche qu'elle a entreprise pour que la justice soit faite. Nous lui exprimons nos plus vives condoléances ainsi qu'à sa fiancée (Dominique devait se marier samedi).

« Nous souhaitons nous aussi que l'enquête en cours ne s'enferme pas dans le mutisme de la police et de la justice. Nous voulons la vérité. Un homme a tué, il doit être jugé... Mais pour nous, c'est aussi toute une méthode policière qui est à remettre en cause.

« La vie d'un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde. »

(Suivent 2 pages de signatures)

### comme dit la baronne

« Vive l'apartheid ! ». C'est le titre d'un communiqué à la presse du C.A.C. Le C.A.C. c'est le club des animaux de compagnie, un truc gratiné qui bâtit toute une organisation de consommation et de loisirs pour les chats, les chiens et autres bestiaux : clubs de vacances, toubib, diététique, taxis, flics, boutique de mode, agence matrimoniale...

C'EST une idée de génie que cette initiative privée dont le rôle social est évident. Au moment où les enfants de la bourgeoisie font preuve de la plus scandaleuse indiscipline vis-à-vis de leurs parents, des structures et des traditions ; au moment où le personnel de maison se syndique et ose revendiquer, il fallait bien offrir aux bourgeoises l'occasion de dominer encore quelque chose. Faute de quoi elles seraient capables de filer au M.L.F.

Grâce au ciel il restera toujours des clébardes pour pisser sur les fauteuils des salons du seizième. Comme dit la baronne : « Il y a des anarchistes partout ». Sacré Médor !

J. F. ■

## ARGENTINE - CHILI - PÉROU

# la révolution qui monte ?

A nouveau, l'Amérique latine bouge. Y a-t-il un commun dénominateur aux changements profonds enregistrés dans certains pays de l'« autre Amérique » ? Peut-on, comme au lendemain de la révolution cubaine, espérer en l'instauration prochaine d'un mouvement révolutionnaire à l'échelle continentale, disposant d'une direction et d'une stratégie communes ?

Le débat organisé le 17 mars par l'A.M.R. avait pour ambition de poser le problème sinon d'épuiser toutes les données.

L'ampleur du sujet et de la région considérés, la spécificité des expériences propres à chacun des pays concernés interdisaient de faire le tour de la question en quatre heures.

Privilegiés par l'actualité récente, les cas de l'Argentine et du Chili ont été abordés plus longuement, aussi il sera surtout question ici de ces deux pays.

**V**ICTOIRE de l'Union Populaire au Chili, victoire non moins importante par son ampleur du péronisme en Argentine, « progressisme » du régime militaire au Pérou, lutte contre l'impérialisme américain à Panama...

La situation générale en Amérique latine est globalement celle d'un relâchement certain des liens avec l'impérialisme US.

Sur le plan national, le relatif développement économique des pays latino-américains, l'industrialisation et l'urbanisation croissantes ont accéléré les contradictions du capitalisme. La création d'un monde multipolaire a, d'autre part, relativisé la puissance des Etats-Unis sur le plan international.

C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire les changements survenus plus particulièrement au Chili et en Argentine.

Comment expliquer la victoire du péronisme en Argentine sinon justement par l'exacerbation des contradictions du système économique régi par les militaires ?

### le péronisme

Si Hector Campora, l'allié le plus fidèle de Peron, l'a emporté aux dernières élections, c'est grâce à la conjonction de deux phénomènes : L'échec de la politique économique de la junte au pouvoir depuis 18 ans et l'implantation sociale du péronisme dans les mouvements syndicaux et ouvriers.

Le général Lanusse, président de la junte, avait compris que la paix sociale ne pouvait être garantie qu'avec une participation au pouvoir du Front Justicialiste : d'où sa récente tentative de rapprochement avec Peron.

Mais le compromis n'a pas été possible : Peron a refusé de faire des concessions, et c'est son candidat qui l'a emporté haut la main.

Où est-ce que le péronisme ? Il existe, en Occident, une certaine confusion, entretenue dans une large mesure par les communistes, qui tend à assimiler le péronisme au fascisme. Or, selon les meneurs du débat, cette assimilation est abusive. Le fascisme est né dans une période de crise économique et s'est principalement appuyé sur la petite bourgeoisie.



Rien de tel avec le péronisme qui s'est développé, au contraire, dans une période de prospérité exceptionnelle. L'Argentine a, en effet, connu une formidable expansion économique après la guerre.

Peron s'est toujours appuyé sur les masses prolétaires ouvrières, les bénéficiaires de la croissance lui permettant d'accorder de larges concessions au mouvement ouvrier, surtout dans la première période.

Or, jusqu'à aujourd'hui, c'est le souvenir de cette époque qui demeure vivace dans la conscience ouvrière. Il s'est maintenu à la faveur des frustrations dues à la politique économique de la junte et à la récession. Le régime militaire est en effet parvenu à une impasse : l'impossibilité de poursuivre la croissance économique en raison d'une rupture trop grave avec la classe ouvrière.

Ce qui se passe aujourd'hui en Argentine préfigure ce qui pourrait se produire dans l'avenir au Brésil où le clivage entre les intérêts capitalistes et les intérêts des travailleurs a atteint son paroxysme.

Ainsi, la victoire du péronisme doit être considérée d'abord comme la victoire des forces dynamiques du pays. Sans prétendre que le péronisme soit un mouvement révolutionnaire, son retour au pouvoir met en place un contexte favorable à l'expression des forces révolutionnaires en gestation.

Le front justicialiste est composite. On y trouve des éléments de la gauche et même de l'extrême gauche aux côtés de libéraux et de nostalgiques du fascisme. C'est grâce à sa remarquable habileté et son indéniable démagogie que Peron est parvenu, de Madrid, à réaliser un front commun à partir d'éléments aussi disparates. Cependant, maintenant que la junte est battue, l'aile la plus avancée du mouvement ne manquera pas de se démarquer. Elle aspire à l'instauration du socialisme où, selon sa propre expression, « Les masses joueront un rôle de sujet et non plus d'objet ».

Si la naissance des forces révolutionnaires est désormais possible en Argentine, au Chili leur percée ne peut que s'accroître.

La victoire de l'union populaire aux élections est en réalité la victoire des travailleurs qui ont eux-mêmes pris leur destin en main.

Une crise du même ordre se produit dans le parti socialiste où l'exceptionnel dynamisme de la classe ouvrière a rencontré l'appui de la gauche du parti, alors que la droite maintient une position modérée.

Seul, le parti communiste demeure fidèle à sa ligne stalinienne et suiviste par rapport à Moscou. L'alliance de la droite de l'Union populaire avec le Parti communiste va-t-elle susciter l'intervention de Moscou qui, en prodigant une certaine aide économique au Chili le ferait basculer dans le camp soviétique ? C'est là une éventualité dont la probabilité est atténuée si l'on considère l'état des relations entre l'URSS et les USA. Cependant, l'opération la plus grave que l'on pourrait craindre serait la scission définitive du parti socialiste et l'isolement de son aile gauche, situation qui conduirait à la création d'un parti unique de caractère stalinien.

Ainsi, l'enjeu, aujourd'hui, au Chili se situe d'abord à l'intérieur de la gauche et non plus seulement par rapport à l'opposition bourgeoise. Le coucanc du socialisme autogestionnaire va-t-il continuer à s'imposer ou sera-t-il court-circuité par une solution à la soviétique ?

### quelle voie ?

Et les autres pays d'Amérique latine ?

Le cas du Pérou demeure sujet à controverse. Pour certains, le gouvernement militaire péruvien est un régime progressiste de type « nassériste » très avancé. Non pas un régime révolutionnaire, mais résolument anti-impérialiste et soucieux de réduire les inégalités sociales.

En effet, le Pérou s'est rangé du côté de Panama et appuie sa lutte de libération contre les Etats-Unis. Mesures de nationalisation et réforme agraire ont été également citées à l'actif des militaires péruviens.

Cependant, d'autres se refusent à approuver une telle analyse. Pour eux, le régime péruvien est d'abord un régime militaire qui demeure lié à la bourgeoisie nationale et exerce encore une certaine forme de répression à l'égard de la gauche révolutionnaire (2).

Un seul point de vue fait l'unanimité : celui de reconnaître qu'au regard du type de régime militaire sévissant au Brésil, celui du Pérou peut être considéré effectivement comme « progressiste ».

L'émergence de forces révolutionnaires est vraisemblable au Pérou alors qu'au Brésil rien de tel ne se dessine. Bien au contraire, l'efficacité du système de répression est telle que les forces d'opposition, et particulièrement la gauche et l'extrême gauche, sont isolées et pratiquement démantelées. On compte plus de 10.000 prisonniers politiques qui subissent les tortures les plus impitoyables et 200 tués uniquement depuis 1969.

Ainsi, rien n'est encore joué nulle part en Amérique Latine, sauf peut-être au Chili où la poussée à gauche semble irréversible.

Rien, par conséquent, ne préfigure l'émergence d'un mouvement révolutionnaire à dimension continentale.

Les particularités inhérentes à la situation de chaque pays renforcent cette opinion. N'est-ce pas là précisément l'une des principales raisons qui ont fait échouer le castrisme en tant que modèle révolutionnaire pour toute l'Amérique latine ?

Quant à la « voie chilienne », elle semble être en grande partie la résultante de facteurs historiques politiques et sociologiques originaux.

Il n'en demeure pas moins que l'expérience chilienne peut exercer un certain dynamisme révolutionnaire sur l'ensemble du continent, tout comme le castrisme est parvenu à le faire.

Gabrielle RICHEL ■

(1) Voir « T.S. » n° 570 l'article de Daniel Lenègre « Chili la consolidation ».  
(2) Voir « T.S. » n° 567-568-569, les débats autour de l'article de Jean Verger sur le Pérou.

## images de la décadence

- **HEAT**, film américain d'Andrew Warhol
- **PILGRIMAGE**, film américain de Béni Montrésor
- **QUOI ?** film franco-italien de Roman Polanski

« Et si nous, nous avons envie de décadence ? — Oui, c'est cela, [décadons, décadons !] » (Asterix aux jeux Olympiques.)

QUAND on parle de crise de civilisation, pour évoquer les maux idéologiques qui rongent la vieille Europe comme la jeune Amérique, il se trouve toujours un professeur féru d'humanités classiques pour évoquer la chute de l'Empire romain et prononcer le mot de « **décadence** ». Mot-choc, mot-clé. Et quand elle entend parler de « **décadence** », l'Amérique sort sa caméra...

Avec le troisième film de la trilogie d'Andrew Warhol, *Heat* (après *Trash* et *Flesh*) on quitte le monde de « l'underground », ses drogués, ses homosexuels et ses prostitués (e)s, pour une ballade nostalgique et négligente dans l'Hollywood de... — le mot est lâché — de la décadence. De somptueuses demeures à l'abandon, des vieilles stars

qui font cultiver leurs restes par de jeunes éphèbes (Joe Dallessandro) à la recherche de relations pour des films qu'ils ne tourneront jamais. Monde irréel, en demi-teintes, qui fixe tout entier son regard sur le nombril de son insignifiance, qui n'est plus qu'un nom et des souvenirs : dans cet Hollywood d'où la réalité est partie et où seule la parole règne encore, — la parole des « on-dit » et des réputations —, il n'y a plus qu'à se branler. Et dans le film, ce n'est pas une métaphore. Après deux films sur le monde des marginaux, Warhol nous montre le monde marginal du film : quelques lambeaux de passé qui s'agitent encore sans prise sur un présent qui les ignore. C'est somptueux, c'est irréel, c'est du rêve.

Rêve aussi que la quête inassouvie de *Pilgrimage*. Dans le monde clos des salons de la très haute société new-yorkaise, un adolescent part à la recherche de son père. Il erre dans un monde où toutes les relations affectives sont gommées par les relations sociales, un monde de luxe qui n'a pas de fenêtres donnant sur la rue déserte où le vent balaye les ordures, un monde du silence et de la mort. On explique souvent les relations des Etats-Unis avec l'Europe



depuis les années 1880 par des comparaisons psychologiques : Œdipe ou le mythe de la mort du père. Pour le fils d'immigrant qu'est Béni Montrésor, il y a un meurtre à régler avec l'Amérique : celui d'un père qu'il n'a trouvé qu'à la fin, au terme de la vie, quand déjà il était trop tard et qu'il n'était plus qu'une dépouille mortelle dans un grand salon où les conventions sociales et funéraires ont repris leur droit. Il ne restait plus alors qu'à tout balancer. Ce qu'il fit — au sens propre.

Pas plus qu'en Europe, les classes dirigeantes américaines ne savent où va leur pays. Elles n'ont donc plus qu'à s'évader de ce monde sans dessein, sans perspective. La drogue est une évasion. Les rêves d'épopée en sont une aussi.

Rêves d'aventures ? **Quoi ?** les tourne en dérision. Pas

plus dans le réel que dans le rêve, on ne sait où l'on va, d'où l'on vient, ce qu'on fait... Boire, baiser, bouffer, dormir — dans l'absence du temps. Est-ce que vous n'avez jamais eu l'impression que ce qui se passe est déjà arrivé ? Tout recommence, aujourd'hui comme hier, le temps d'une sonate de Mozart.

Epopée du dérisoire, hors du temps et de l'espace puisqu'il faut quitter la route, descendre et s'enfoncer, s'enfoncer... — **Quoi ?** ne donne pas à dire ou à raconter, mais à vivre et à rêver. Dans ces péripéties abracadabrantes d'une jeune fille innocente et pure — mais qui l'est vraiment — dans un monde de truands et de demi-fous, il ne faut pas chercher de symboles sinon celui qu'ils ont comme ici c'est dingue, dingue, dingue. En toute logique décadente.

Thierry MORUS ■

## chansons pas polies... ...politiques

**PIERROT ET DEDE** : deux jeunes chanteurs qui n'ont pas l'air de vedettes — et qui vraiment n'ont pas envie de le devenir. Pour tout bagage, une guitare, un écran, un projecteur, des diapositives « faites maison ».

Deux jeunes chanteurs sans prétention (ils ne dépendent pas d'une maison de disques, ni d'un imprésario) : ils vont dans les meetings, dans un bistrot, sur une place de marché à l'occasion, chantent des choses très bien et pertinentes.

Pierrot et Dédé, de la bonne graine de 68, qui aiment le steak-frites, le beaujolais (comme tout le monde !), la vie, l'humour... mais n'aiment pas les endives au gratin, l'armée, l'ordre établi et les flics (comme beaucoup de monde !).

« La révolution ne se fait pas par quelques-uns, mais n'empêche pas ces quelques-uns d'agir » proclament-ils gentiment.

Pierrot et Dédé font partie de ces quelques-uns.

Leurs chansons, c'est... mais elles le disent elles-mêmes : « N'ayez pas honte de vos idées. / Z'êtes la majorité, alors payez... / Payez donc cinq fois plus d'impôts / Y'aura trois fois plus de flics / Pour garder votre sécurité / Pour faire la chasse aux immigrés / Et d'temps en temps aux politiques / N'hésitez pas payez hypocrites... »

Et encore : « Si tu me demandes petit / Dois-je faire mon temps à l'armée / Je ne puis que te conseiller / Si tu veux foutre la merde vas-y... »

Leurs chansons ne sont pas des œuvres pour toujours, elles peuvent se modifier. S'ils pensent qu'elles n'ont plus aucun intérêt, eh bien, ils les supprimeront de leur « répertoire ». Pierrot et Dédé veulent, autour d'un verre, à la bonne franquette, faire participer les gens, échanger des idées, ba-

varder avec eux, créer des chansons en commun, les faire illustrer : un cache de photo, du scotch large, un coup de pouce, on colle... et ça part... la diapo est prête à recevoir un dessin, un texte, tracés avec une pointe feutre.

Comment les rencontrer ? Si vous n'êtes pas très fortuné, ils acceptent votre accueil (un repas entre copains, un gîte, ça leur fera plaisir), si vous pouvez vous permettre de débloquer un budget, même modeste, ils l'accepteront : vivre d'amour et d'eau fraîche, d'accord, mais la vie est chère et il faut de l'argent pour vivre et se déplacer. Pierrot et Dédé, des chanteurs sans histoire, mais qui en ont beaucoup à raconter. Ils sollicitent votre aide, tout au moins votre intérêt. Pour les rencontrer, c'est facile : écrivez soit à T.S. qui transmettra, soit à André DAGNEAUX, 12, avenue F.-D.-Roosevelt - 75008-PARIS.

Françoise CLAIRE ■

## notes de lecture

### « Archaos ou le jardin étincelant »

Militants fatigués, intellectuels théoriciens, révolutionnaires faisant d'austérité vertu, ouvrez ce livre, abandonnez-vous au rêve, allez en Archaos ! Entrez dans ce jardin fantastique où même les bêtes ont droit à la parole. Vous prendrez un grand bain de plaisir. Et d'humour. Et quelques bonnes vérités bien balancées.

Depuis « Le Repos du Guerrier », Christiane Rochefort poursuit à travers ses livres son thème favori de libération sexuelle. Mais elle la limitait au couple et bien que l'amour en soit transformé, elle restait individuelle. Avec « Archaos ou le Jardin Etincelant » (1), elle devient collective et prend ainsi une dimension politique. Et surtout, elle débouche sur une

transformation totale des rapports humains, posant comme possible qu'ils puissent changer avant que ne change la société.

Déjà, dans « Printemps au Parking », Christophe avait compris qu'après avoir « brisé les barreaux de l'intérieur », il fallait briser les autres. La révolution sexuelle avant la révolution économique ? Voire... Ça se discute. Et qu'est cette liberté octroyée par le roi ? D'en haut, toujours... Mais elle rend à l'amour, toute sa plénitude et sa dimension, universelle. Voici abolie la vieille dualité du corps et de l'esprit, l'homme retrouve son unité dans un seul but : le bonheur. Mais le bonheur, peut-on lui objecter, est-ce l'unique but de l'homme sur cette terre ? N'y a-t-il rien entre la Macération et la Béatitude ? Ça aussi, ça se discute.

Le jardin étincelant, c'est le jardin de l'hédonisme et de l'amour universel. Et du désordre. « Quel bordel ce royaume ». Mais foin du désordre, il n'est pas mortel. L'ordre, lui, l'est. C'est un désordre vivant où se posent des questions neuves auxquelles elle se garde bien d'apporter des réponses. Tout au plus nous les suggère-t-elle et nous met en garde contre les illusions de la facilité.

Ce livre, où se côtoient l'obscur et le sublime, est écrit dans un style...étincelant. Ça pétille de verve malicieuse, on sent qu'elle s'est beaucoup amusée à l'écrire. Pour son plaisir. Et pour le nôtre. Allez-y camarades, lisez-le, vous ne le regretterez pas et si vous le trouvez cher — il l'est — faites-le vous offrir...

Marie DEVEZE ■

(1) Chez Grasset, 29,00 F.

### ● silence, on colle...

[Extrait d'un recueil de poèmes à paraître aux éditions Oswald. Et histoire de prouver que l'art poétique peut s'accommoder du militantisme dans ses réalités les plus concrètes...]

Mes amis dans la nuit une portière claque — LE SEAU DE COLLE, OU EST [PASSE LE SEAU DE COLLE ?] Giboulées de mars en avance au rendez-vous dans cette nuit filante de la Chan- [deleur] — PASSE-MOI UNE AFFICHE, LA [PLUS HAUT]

Je voudrais vous serrer la main je voudrais que la colle sur nos [doigts] sèche si vite

que plus rien ne puisse délier ce [salut] qu'entre nos mains refermées l'une sur l'autre la boule de cristal de l'espoir demeure à jamais close au chaud de ce serrement fraternel

— VITE PASSE-MOI LE PINCEAU Raland NADAUS (78-GUYANCOURT).

## REGARDS POLITIQUES

■ **HEAT**, amér., d'Andrew Warhol, avec Joe Dallessandro. — Dans T.S. cette semaine.

■ **PILGRIMAGE**, amér., de Béni Montrésor. — Dans T.S. cette semaine.

■ **WHAT ? (QUOI ?)**, fr.-ital., de Roman Polanski, avec Marcello Mastroianni et Sylve Rome. — Dans T.S. cette semaine.

■ **MOI Y'EN A VOULOIR DES SOUS**, fr., de Jean Yanne. — La classe ouvrière que montre Jean Yanne ne connaît pas les grèves contre le salaire au rendement, le ralbol contre les cadences et les petits chefs. Quel rapport avec la vraie ? (cf. T.S. n° 571).

■ **THEMROC**, fr., de Claude Faraldo, avec Michel Piccoli. — De la révolte contre l'enfer de la société actuelle surgit, comme un cri guttural, le sur-saut primitif... (cf. T.S. n° 571).

■ **L'AN 01**, fr., de Gédé et Jacques Doillon. — L'apprentissage de l'insubordination collective : demain, la prise du pouvoir ? (cf. T.S. n° 571.)

■ **ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE**, fr., de Gérard Pirès. — L'enfer de la vie en banlieue, la course continuelle, le bruit, la vie dingue ; faut-il en rire ou en lutter ? (cf. T.S. n° 568).

bérer. (Dans TS n° 560.)

■ **FLESH**, amér., d'Andrew Warhol. — Le monde souterrain de New York, drogués, prostitués, homosexuels : à force de les suivre avec complaisance, le film évite de poser les rapports avec la société qui les entoure.

■ **TRAITEMENT DE CHOC**, fr., d'Alain Jessua, avec Alain Delon et Annie Girardot. — Une allégorie politique trop allégorique pour être vraiment politique : les travailleurs immigrés, substance nourrissante de notre société.

■ **ETAT DE SIEGE**, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. — A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans T.S. n° 567).

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

■ **FAMILY LIFE**, angl., de Ken Loach. — Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument. (Dans TS n° 558.)

■ **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**, fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policiée » est aussi un monde policier. (Cf. TS n° 548.)

■ **ORANGE MECANIQUE**, angl. — Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

14 février mise en scène  
8 avril guyl rétoré  
théâtre national  
shakespeare  
macbeth  
17 rue malte-brun-paris 20  
m° gambetta-tel-636-79-09



**tribune**  
FSU socialiste